



RUSSIE – EUROPE

Relations militaires entre la Russie et l'Europe

Mémoire de géopolitique
du Capitaine de frégate DEMCHENKO
dans le cadre de l'étude dirigée "L'Europe en construction"

Directeur : Professeur André BRIGOT
de l'EHESS

Avril 2001

Fiche de présentation documentaire

1 – Relations militaires entre la Russie et l'Europe

2 – Capitaine de frégate Dmitry DEMCHENKO

3 – 09/03/2005

4 – Division B, groupe B4

5 – Mémoire de géopolitique

6 – Avec le changement de l'environnement en Europe, les relations en matière de défense entre les acteurs sur la scène européenne ont évolué, les nouveaux participants sont apparus. La question d'assurer sécurité européenne est de nouveau levée. Les parties prenantes poursuivent les intérêts différents. La Russie suivant ses intérêts nationaux reste fidèle à sa position contre l'élargissement de l'OTAN, mais salue et soutient l'initiative l'« Europe de défense » lancée par l'UE.

7 – Mots clés : géopolitique, Europe, sécurité européenne, la Russie, l'OTAN, l'UE

Relations militaires entre la Russie et l'Europe
Sommaire

Partie I :

L'approche géopolitique

Partie II :

Les relations Russie - OTAN

Partie III :

La Russie et l'Union Européenne

Partie IV :

La Russie et les PECO

Partie V :

Que faire

Conclusion

Relations militaires entre la Russie et l'Europe

Table des matières

L'APPROCHE GEOPOLITIQUE	5
PIOTR NIKOLAEVITCH SAVITSKI	7
LEV NIKOLAEVITCH GOUMILIOV	8
« LES NOUVEAUX EURASIENS RUSSES »	10
LA NOUVELLE BIPOLARITE	11
LES RELATIONS RUSSIE - OTAN.....	12
LES INTERETS DES PARTIES PRENANTES	14
Les intérêts de l'Occident	14
Les intérêts de l'Europe centrale et orientale.	17
Les intérêts de la Russie.....	19
CONCEPT STRATEGIQUE DE L'OTAN.....	23
LES PREUVES DE NOS CRAINTES.....	25
LES RELATIONS ACTUELLES ENTRE LA RUSSIE ET L'OTAN.....	30
LA RUSSIE EST MEMBRE DE L'OTAN ?	34
LA RUSSIE ET L'UNION EUROPEENNE	35
LA RUSSIE ET LES PECO	40
QUE FAIRE	42
CONCLUSION	44
LA BIBLIOGRAPHIE.....	46

Ne songer qu'à soi et au présent,
source d'erreurs dans la politique.
Jean de LA BRUIERE

L'approche géopolitique

L'histoire des relations de la Russie avec l'Europe du point de vue géopolitique symbolise l'opposition de deux communautés et approches différentes du développement des sociétés et leurs valeurs préférentielles respectives. Ceci peut paraître contradictoire. Il semble en effet que la Russie et l'Europe soient vouées à rester ensemble : la proximité géographique, des relations économiques étroites, et une affinité culturelle et religieuse. Mais cette histoire est marquée par la rivalité, par toute une série de divergences débutant par de simples contradictions pour aboutir finalement à de graves conflits.

La géopolitique et ses principes fondateurs peuvent très bien expliquer cette situation. Mais sa propre histoire est tout aussi paradoxale que celle des relations russo-européennes. D'une part, le concept, lui-même, est utilisé de manière plus courante, notamment dans la politique contemporaine. Le nombre des revues et des instituts géopolitiques augmentent. Les textes écrits par les fondateurs de cette matière sont édités et réédités. On organise des conférences, des symposiums, on crée des comités et des commissions géopolitiques. Pourtant, jusqu'à maintenant, la géopolitique n'a pas réussi à rejoindre la catégorie des sciences universellement reconnues. Elle est à tort considérée comme une variante de « science inexacte » principalement parce que la science classique estime que la géopolitique généralise les faits de manière outrancière.

Dans une certaine mesure le triste destin de la géopolitique en tant que science est lié à l'aspect politique de ce problème. En effet, elle explique très clairement certains mécanismes fondamentaux de la politique internationale, que les différents régimes préfèrent le plus souvent dissimuler sous une rhétorique nébuleuse ou sous des schémas idéologiques abstraits. La géopolitique démonte la démagogie idéologique du discours de politique étrangère en dévoilant les leviers réels et profonds qui exercent une influence sur les relations internationales, interétatiques et interethniques. On peut dire qu'il s'agit d'une nouvelle vision des relations internationales, qui explique l'attitude ambiguë de la société envers les savants géopoliticiens. La communauté scientifique ne les reconnaît résolument pas comme étant des siens, en les critiquant durement ou, plus souvent, en les ignorant ostensiblement. Les

pouvoirs, au contraire, utilisent activement les calculs géopolitiques pour élaborer des stratégies internationales.

Quoi qu'il en soit, aujourd'hui, la géopolitique existe et peu à peu conquiert une reconnaissance officielle et un statut correspondant. Pourtant tout n'est pas aussi simple. Tandis que tout le monde connaît, cite et emploie dans son travail les ouvrages des « Atlantistes » comme Halford MACKINDER, Alfred MAHAN, Nicholas SPYKMAN et plus tard Samuel HUNTINGTON, Henry KISSINGER, Zbigniew BRZEZINSKY, les travaux des géopoliticiens appartenant au camp dit des « Eurasiens » sont généralement méconnus et sous-estimés. A l'exception, peut-être, de Rudolf KJELLEN et de Karl HAUSHOFER : le premier, car, il a introduit le terme « géopolitique » et le deuxième, parce qu'il a été mis au nombre des nazis éminents. De même, et l'ignorance absolue des auteurs russes.

Les « Eurasiens » dont l'école a été très développée en Allemagne pendant la première moitié de XX^{ème} siècle, ont été associés très souvent avec les crimes militaires du Troisième Reich. On estimait à cette époque, et l'on suppose encore aujourd'hui, qu'ils ont été en grande partie inspirés par les géopoliticiens allemands.

En l'Union Soviétique, la géopolitique en tant que telle n'existait pas officiellement, d'une part, pour les raisons susmentionnées, d'autre part, pour sa reconnaissance en tant que « pseudoscience bourgeoise », justifiant les ambitions impérialistes des puissances capitalistes. A cette époque, seuls les ouvrages des « Atlantistes » étaient parfaitement connus, qui poursuivait, comme on le sait, un objectif unique : la suppression du communisme. Dans le contexte géopolitique, cela signifiait la destruction du « Heartland », de l'« Etat axial », correspondant ici à l'espace géographique de la Russie dans le but d'établir une domination totale sur le monde. A ce propos, H. MACKINDER écrivait : « Le déplacement du rapport des forces vers l'« Etat axial » accompagné par son expansion sur les espaces périphériques eurasiatiques permettra d'utiliser d'immenses ressources continentales pour créer une Marine puissante : l'empire mondial n'est pas loin. Ceci est une issue possible, si la Russie s'unit avec l'Allemagne. La menace de ce scénario conduira la France à adhérer aux « puissances d'outre-mer ». La France, l'Italie, l'Égypte, l'Inde et la Corée deviendront les bases littorales où accosteront les flottilles des puissances extérieures pour disperser les forces de l'« Aire axiale » et les empêcher de concentrer tous leurs efforts sur la création d'une Marine puissante. »¹

¹ Cité d'après DUGINE A. G., Fondements de la géopolitique, Moscou ; Arctogaia, 1997.

Cependant, en dépit de ces conditions si difficiles, la pensée géopolitique russe continuait à se développer, pour parvenir à certains résultats.

En conséquence de tout ce qui précède, il serait logique de ne pas trop s'appesantir sur la vision des « Atlantistes » très souvent décrites par ailleurs, mais, d'approfondir en revanche un peu plus l'étude des personnes et des idées des « Eurasiens » concernant la problématique Russie – Occident (Europe).

Piotr Nikolaevitch SAVITSKI

Le premier auteur russe que l'on pourrait effectivement qualifier de « véritable géopoliticien » était Piotr Nikolaevitch SAVITSKI (1895-1968). Economiste d'après sa formation, disciple de V. VERNADSKI et P. STROUVE, il a émigré après la révolution en Tchécoslovaquie. Depuis 1921 avec le Prince N. Troubetskoï il a dirigé de mouvement eurasiatique dans lequel les facteurs géopolitiques ont joué un rôle central. Il appartenait à la branche plutôt modérée et quasiment conservatrice de ce mouvement, tandis qu'un cercle parisien, éditant le journal l'« Eurasie » était d'influence pro-soviétique. Malgré tout, il conservait certaines sympathies pour les Soviétiques ce que ne lui a pas épargné une condamnation à dix ans de goulag en 1945, lors de la prise de Prague par les troupes soviétiques. Là, il a fait la connaissance du fils du célèbre poète russe Nikolai GOUMILIOV, qui deviendra son disciple. En 1956, réhabilité, il est revenu à Prague, où il décèdera 12 ans plus tard.

Il estimait que l'Allemagne n'était qu'un axe central d'une Europe, représentant une unité géographique limitée par le continent européen. Si l'Europe était perçue comme le « cap occidental » du continent eurasiatique, la Russie occupait, elle, la position centrale de l'ensemble. Pour cet auteur, cette position particulière de la Russie est à la base de son identité historique. Elle n'est ni une partie de l'Europe, ni une continuation de l'Asie – elle est un monde indépendant, une particulière réalité historico-spirituelle que SAVITSKI appelle l'« Eurasie ». Cette notion ne signifie pas le continent – c'est une idée, reflétée dans l'espace et la culture russe. Il considère la Russie, sur le plan géopolitique, non comme un Etat national, mais plutôt comme un type de civilisation particulière, formée sur la base de plusieurs composantes : la culture slave, la tradition nomade turque et la tradition orthodoxe. Cet ensemble crée une espèce unique de constitution « centrale », qui représente une synthèse de l'histoire mondiale. Les Russes ne sont pas uniquement une branche des slaves orientaux, ils sont une constitution ethnique où se mêlent substrats slaves mais également turcs. De cette façon, il expliquait la dualité de la nature de l'Eurasie : « Il n'y aurait pas eu de Russie sans

Tatars. »² Ce rapport au monde turc a été appelé à séparer la Russie–Eurasie de l'Europe et de son destin, et à justifier l'unicité de la nature ethnique des Russes. Au regard de l'Europe qui juge « barbare » tout ce qui dépasse les cadres de sa conscience « littorale », l'autoclassification des Russes en tant que « porteurs de l'esprit mongol » est une provocation qui montre la supériorité historique et spirituelle des Eurasiens. Il supposait également que le milieu politico-social et son territoire sont inséparables : « La Russie–Eurasie est un « tout unique », un « individu géographique », un « paysage » simultanément géographique, ethnique, économique, historique et ainsi de suite. »³

Le principe de l'« idéocratie » est un aspect important de la théorie de SAVITSKI. Il supposait que l'Etat eurasiens devait se bâtir à partir d'une impulsion initiale spirituelle, du haut vers le bas. Ce principe implique la suprématie d'une manière non pragmatique, immatérielle et non commerciale pour initier la structure d'Etat. Sa supériorité réside dans la capacité de s'élever au-dessus de la nécessité matérielle, d'inclure organiquement le monde physique dans l'impulsion créative commune de la création globale historique. Le terme de l'« idéocratie » réunit toutes les formes de gouvernement non démocratique et non libéral, fondée sur les motifs non matérialistes et non utilitaristes. Il est évident que l'« idéocratie » est complètement opposée à une approche commerciale pragmatique, dominante dans les doctrines de H. MACKINDER, A. MAHAN et N. SPYKMAN.

Le rôle de P. SAVITSKI dans le développement de la géopolitique en tant que science est primordiale. Il est un géopoliticien conscient, responsable et compétent qui exprime d'une manière appropriée et argumentée la position de « Heartland » ayant pour point de départ les régions russes les plus profondes. Sa doctrine géopolitique est une antithèse directe de la vision des « Atlantistes ». Dans ce cas seulement il s'agit d'une expression achevée de la doctrine alternative, qui rend compte de façon très nette des termes dans lesquelles se manifeste l'opposition entre la Mer et la Terre, entre la démocratie libérale et l'idéocratie, entre le pragmatisme et la domination de l'idéal religieux, entre le « régime commercial » et le « gouvernement hiérarchique », et qui analyse en détail les facteurs idéologiques, économiques, culturels et ethniques.

Lev Nikolaevitch GOUMILIOV

Le plus brillant disciple de P. SAVITSKI était le célèbre savant et historien russe Lev Nikolaevitch GOUMILIOV (1912-1992). Il n'abordait pas dans ses ouvrages les thèmes

² SAVITSKI P. N., *Continent l'Eurasie : La steppe et la vie sédentaire*, Moscou ; Agraf, 1997.

³ SAVITSKI P. N., *Continent l'Eurasie : La revue géopolitique de la Russie – Eurasie*, Moscou ; Agraf, 1997.

géopolitiques proprement dits, mais sa théorie d'ethnogenèse et des cycles ethniques prolonge clairement les idées de RATZEL, KJELLEN et HAUSHOFER. Les recherches de GOUMILIOV sur les périodes anciennes de la carte ethnique de l'Eurasie, de la steppe, des peuples nomades et leurs civilisations sont très importantes. Sur la base de ses travaux se forme une vision entièrement nouvelle de l'histoire politique, où l'Orient eurasien ne constitue pas simplement des terres de Barbares de la périphérie de la civilisation, mais un centre indépendant et dynamique de l'ethnogenèse, de la culture, de l'histoire politique, du développement étatique et technique. La culture et les ethnies eurasiennes se révèlent comme un monde multiforme et tout à fait inexploré, le monde qui a sa propre échelle des valeurs, des problèmes religieux, des régularités historiques.

GOUMILIOV développe et mène à terme l'idée que les Russes ne représentent pas seulement une simple branche des Slaves orientaux. Ils sont une ethnie particulière qui s'est formée sur la base de la fusion des Slaves et des Turcs ou, comme il l'appelait d'une façon imagée, l'alliance de la Forêt et de la Steppe.

Il étudie également les cycles des civilisations et des cultures. De son point de vue, les formations ethno-culturelles – nations, états, communauté religieuses – sont toujours semblables aux organismes vivants. Elles passent par les périodes de naissance, d'adolescence, de maturité, de vieillissement, puis elles disparaissent ou se transforment en « vestige ». Une place particulière est réservée dans ses travaux à la recherche des causes de l'ethnogenèse, c'est-à-dire de la naissance d'un peuple ou d'un état. Il y introduit la notion de l'« impulsion de passion ». C'est un jaillissement simultané de l'énergie biologique et spirituelle, qui met en mouvement l'existence des « vieux » peuples et aboutit à une fusion des ethnies hétérogènes et restantes sous formes plus active et viables⁴.

Après avoir étudié ces travaux, on peut tirer les conclusions géopolitiques suivantes, (non réalisées pour les raisons politiques, par préférence du cadre strict de la science historique) :

1. L'Eurasie est un lieu à valeur privilégiée de l'ethnogenèse et de la culturogenèse. Par conséquent, il faut apprendre à considérer l'histoire mondiale non dans le cadre monopolaire « L'Occident et le reste », mais multipolaire. Toutefois, l'Eurasie du Nord-Est représente un grand intérêt, parce qu'elle est source de processus de civilisation importants, alternatifs à l'Occident. GOUMILIOV donne la peinture détaillée de la thèse de

⁴ GOUMILIOV L. N., *Ethnogenèse et la biosphère de la Terre*. La fondation « Le monde de L. N. Goumiliov ». Moscou ; l'édition « Institut DIDIK », 1997.

MACKINDER « l'axe géographique de l'histoire », et la remplit du contenu historique et ethnique concret.

2. La synthèse géopolitique de la Forêt et de la Steppe qui se trouve au fond de la structure de l'Etat russe est une réalité clé pour le contrôle culturel et stratégique de l'Asie et de l'Europe de l'Est. Ce contrôle contribuerait à l'équilibre harmonieux entre l'Occident et l'Orient, tandis que l'étrécissement de la civilisation occidentale, avec son aspiration à dominer liée à l'incompréhension totale de la culture de l'Orient ne mène qu'aux conflits.

3. La civilisation occidentale arrive à la dernière période de l'ethnogenèse, qui correspond au conglomérat des « vestiges ». Par conséquent le centre de gravité se déplacera vers les « peuples jaunes ».

4. Il est aussi probable que dans un avenir proche aura une certaine « impulsion de passion », imprévisible, qui changera profondément la carte politique et culturelle de la planète, attendu que la domination des ethnies de « vestige » ne peut durer éternellement.

« Les nouveaux Eurasiens russes »

GOUMILIOV n'a pas, lui-même, formulé de conclusions géopolitiques en se fondant sur son image du monde. Cela a été fait par ses successeurs dans la période d'affaiblissement, puis de suppression, de la censure idéologique. Cette révision a reçu le nom « néoeurasianisme », qui s'est à son tour ramifiée.

La première branche, la plus importante, représente une idéologie achevée formulée par certains milieux de l'opposition nationale, qui opposaient aux réformes libérales de 1991-1994. Il s'agit d'un groupe s'étant réuni autour du journal Degne (Le Jour), plus tard Zavtra (Le Demain), et de la revue Elementy (Les Eléments). Un des grands théoriciens de ce groupe est Alexandre Gelievitch DOUGINE qui a exposé la géopolitique des Eurasiens adaptée à la nouvelle réalité, et publiée dans le livre « Fondements de la géopolitique ».

Cette branche se fonde sur les idées des P. SAVITSKI, G. VERNADSKI, N. TROUBETSKOÏ et idéologue du bolchevisme national Nikolaï OUSTRYALOV. L'analyse de ces Eurasiens est très actuelle et pleinement transposable à la situation d'aujourd'hui. La thèse de l'idéocratie nationale est simultanément opposée à l'occidentalisme libéral et, ce qui est très important, au nationalisme ethnique. Les Eurasiens voient la Russie comme l'axe d'un « Grand espace » géopolitique. Au niveau socio-politique, ils tendent au socialisme eurasien et tiennent l'économie libérale pour typiquement Atlantiste. La période soviétique est considérée par eux comme une des formes exacerbées de l'esprit national russe traditionnel, de son aspiration au rôle de missionnaire.

Ils adoptent l'héritage de L. GOUMILIOV et le développent sur la base des théories de la « circulation des élites » du sociologue italien Vilfredo Pareto et des travaux des traditionalistes européens (René Guénon, Julius Evola etc.) concernant la religion, les idées de la « crise du monde contemporaine », de la « dégradation de l'Occident », etc. Il examinent attentivement les projets continentaux européens (HAUSHOFER, SCHMITT, NIKICH, « Nouveaux droits » - Alain de BENOIST, Jean THIRIART, Jordis von LOHAUSEN, Robert STEUKERS, Carlo TERRACCIANO, Jean PARVULESCO, etc.) grâce auxquels les horizons de la doctrine eurasiennne s'étendent sur l'Europe, considérée comme une force potentiellement continentale. Les Eurasiens émigrants n'adhéraient pas à cette thèse dans la mesure où ils ont rédigé leurs ouvrages lorsque les Etats-Unis n'avaient pas encore un poids géopolitique important. A cette époque, la thèse sur la différence entre l'Occident, entité uniquement européenne, et l'Occident entendu comme l'Amérique n'était pas encore développée. Le néoeurasianisme comprend l'importance stratégique de l'Europe, pour assurer et permettre le développement du « Grand espace » eurasiennne.

Une autre particularité de ce groupe est le choix de pays islamiques (l'Iran en particulier) en qualité d'allié stratégique, sur la base d'une idée commune de traditionalisme.

L'ensemble des projets géopolitiques actuellement développés par cette branche des Eurasiens représente une doctrine, idéologiquement, stratégiquement et politiquement, complète et fondée. Elle exprime une vision radicalement opposée à celle des Atlantistes.

Les autres types de néoeurasianisme sont moins importants et présentent un arsenal d'idées conforme au changement de la réalité politique et ils ne développent pas de systèmes doctrinaux complets.

La nouvelle bipolarité

La victoire de l'Occident dans la « Guerre Froide » signifie conceptuellement la fin du monde bipolaire et le début d'un autre, monopolaire. Il y a plusieurs projets des vainqueurs géopolitiques, qui possèdent aujourd'hui des avantages incontestables, et l'initiative stratégique. Il faut absolument les prendre en compte. Ils s'accordent sur un fait : tôt ou tard le système des valeurs Atlantistes doit triompher de toute la planète.

Pourtant, une autre opinion existe, qui pense que ce système des valeurs, proposé comme Etalon (la démocratie libérale, l'économie de marché etc.), attaché sur le plan social et culturel à la civilisation spécifique de l'Europe occidentale et de l'Amérique du Nord, cause des dommages irrémédiables aux autres civilisations fondés sur des principes différents. Parce que la « modernisation » de civilisations non occidentales ne répond pas aux schémas locaux,

aux repères et aux formes de comportement dont ils sont coutumiers. Le remplacement sans discernement des valeurs et des normes mène très souvent à la destruction des fondements sociaux, de la colonne vertébrale de la société. De telles mutations peuvent prendre des formes diverses et mal perçues. En fin de compte ces civilisations atteignent une dégradation totale. Ainsi, en dépit des bonnes intentions et des efforts humanitaires déployés, l'influence générale de l'Occident demeure néfaste.

Néoeurasianisme ne peut pas reconnaître cet état de fait et cherche à inverser ces processus. Il considère la monopolarité comme la question centrale et tente fortement de lui opposer la nouvelle bipolarité. Pourquoi ? Certains pensent qu'après l'opposition Etats-Unis – Russie, le monde, lui-même, passera à une organisation multipolaire, sans prendre en compte le fait que cela aura lieu sous un système de valeur Atlantiste, c'est-à-dire une variété du même système. Après la victoire de l'Occident toutes les tentatives des peuples et des états pour suivre un autre chemin, distinct de celui de l'Occident, sont vouées à l'échec, puisqu'elles n'ont plus de soutien. Tous les pays « prosoviétiques » et même non alliés qui s'en tenaient à la « troisième voie », n'existaient que grâce à la bipolarité et au jeu entre l'Occident et l'Orient. L'Occident contemporain dicte désormais les conditions idéologiques et économiques de tous ceux qui prétendent au rôle de région développée. Bien sûr, le retour à la bipolarité ne veut pas dire qu'une sorte de Traité de Varsovie doit renaître. Beaucoup de facteurs s'y opposent, y compris idéologiques. Le nouveau bipolarisme doit être initié à partir d'autres conditions et se fonder sur d'autres méthodes.

Il est certain que les recherches et l'analyse des doctrines géopolitiques opposantes – Atlantique et Eurasienne – permettra de comprendre les relations difficiles et souvent contradictoires entre la Russie et l'Europe, de mettre en exergue les causes sous-jacentes de la politique de la région et, ce qui est le plus important, de trouver des solutions convenant aux deux parties.

Les relations Russie - OTAN

Les relations entre la Russie et l'OTAN sont un dossier assez difficile, puisqu'elles reposaient, depuis leur création respective, sur un principe d'antagonisme.

L'Organisation du Traité de l'Atlantique du Nord a été créée en 1949 pour contrebalancer l'Union Soviétique et par la suite, dès 1955, l'Organisation du Traité de Varsovie. L'OTAN a été conçue comme une union politico-militaire qui constituait un pilier du monde bipolaire. Sa force militaire n'était pas son seul axe, puisqu'existait aussi le concept de l'« ennemi commun » constitué de la menace d'une intervention soviétique dans tout le

« Monde libre ». (Bien que la thèse opposée, du point de vue soviétique, soit également très juste.) Le rapprochement de l'Europe occidentale et de l'Amérique du Nord s'est produit non seulement à cause de cette menace mais aussi en raison d'un grand nombre de problèmes.

À la suite de la Deuxième Guerre Mondiale les gouvernements européens se sont retrouvés dans une situation caractérisée par la désintégration des empires et du commerce international, la menace du chaos économique et social, la faillite du système monétaire, l'accroissement de l'influence des technologies radicales, le manque des produits d'alimentation, un système de transports inefficace, la déception des gens à l'égard de leurs dirigeants... Pour répondre à ces défis multiples une grande quantité d'institutions a été créée. Leurs activités se sont superposées, en se contredisant souvent. Ce système a finalement institué une sorte de version institutionnelle de la « riposte flexible » sur des problèmes divers et complexes, de tous niveaux, tant individuels qu'internationaux.

Après la fin de la « Guerre Froide » l'OTAN s'est trouvée dans une situation géopolitique tout à fait différente. Les raisons fondatrices de cette institution ont disparu, générant ainsi une crise fondamentale. Ceci a été reconnu lors du sommet de Rome en novembre 1991, où la nouvelle conception stratégique de l'OTAN a été rendue publique.

Il convient ici de rappeler que l'objectif principal de l'OTAN, conformément à l'article 5 du Traité, consiste à porter secours réciproquement aux états membres en cas d'agression éventuelle et à défendre collectivement leurs territoires. À la suite de la « Guerre Froide » et de la disparition de la menace principale extérieure « de l'Est », le problème de sa transformation radicale, voire de sa dissolution s'est posé. Beaucoup de politiciens occidentaux l'ont compris, et l'Alliance a annoncé sa transformation sur quelques directions principales : la transition de la confrontation à un agresseur hypothétique à la lutte contre les conflits régionaux, contre le trafic de drogue, le renforcement de l'activité politique, l'euro-péisation de l'OTAN, maîtrise des défis provenant des pays marginaux. Pourtant, même dans cette optique, toutes les tentatives de trouver pour l'Alliance une nouvelle finalité seraient insuffisantes, et ne pourraient remplacer complètement l'enjeu initial. De plus ces plans n'ont quasiment pas abouti. Bien au contraire, l'OTAN a commencé pour la première fois la guerre en Europe – au Kosovo et, en gros, sans succès : elle a provoqué la crise des institutions internationales et du droit international parce que la décision du lancement de l'opération a été prise sans l'ONU. Il n'y a pas de paix ethnique au Kosovo, le camp des victimes a seulement échangé – les Serbes au lieu des Albanais kosovars – et l'intensité des massacres aurait augmenté. Sous la protection de l'OTAN, une organisation ouvertement

terroriste, qui développe la commerce de drogue, le trafic d'armes et la prostitution en Europe est arrivée au pouvoir.

Comme résultat, l'Alliance se trouve en crise mais ne veut pas le reconnaître. Pour réaliser que l'OTAN est une organisation archaïque, incapable d'assurer la sécurité en Europe, qu'elle menace, et où la bureaucratie préoccupée de justifier son existence, se désintéresse des questions de sécurité, les Européens devront encore payer plus cher : une sorte de crise, de conflit doit éclater.

Il est important de dire que la sécurité européenne concerne de moins en moins le domaine militaire. Elle devient une préoccupation qui trouve sa solution dans les domaines plus vastes de la politique extérieure, par delà la compétence de l'OTAN. La nécessité d'une modification de la structure de l'Alliance, de son rôle et de ses fonctions est maintenant vitale. L'élargissement sans cette modification perd tout sens. De nombreux conflits et événements de l'époque post-bipolaire, par exemple, au Rwanda, en Somalie, en Yougoslavie, ont montré que l'Alliance atlantique, dans son état actuel, n'est pas encore prêt à mettre fin à des guerres, à des agressions, à des conflits sanglants émergeant en Europe ou hors de l'Europe.

Néanmoins, plusieurs facteurs font de l'Alliance atlantique l'un des éléments décisifs de la politique mondiale des années à venir. Il existe, en effet, des forces puissantes et intéressées qui prendront toutes les mesures nécessaires pour interdire la dissolution de l'OTAN. Les différents acteurs de ce processus poursuivent les intérêts divers.

Les intérêts des parties prenantes

Les intérêts de l'Occident

Les Etats-Unis constituent l'acteur majeur et le plus puissant puisque l'OTAN, pour eux, est un laboratoire et un instrument, par le biais duquel ils tentent de mettre en œuvre leur rôle de superpuissance mondiale pour le siècle à venir. En utilisant les possibilités de l'OTAN, les Etats-Unis cherchent à maintenir et étendre leur influence sur le continent européen.

Au cours des dernières années la création d'une « identité européenne » entre les « vieux alliés » a pris une nouvelle tournure, par l'extension de ce concept au domaine de la défense et de la sécurité. Cela est inacceptable pour leurs collègues américains et, selon eux, mène à l'affaiblissement et même à la désagrégation de l'Alliance atlantique. Ces craintes ont été confirmées par le Secrétaire de la Défense des Etats-Unis William COHEN pendant son allocution au sommet des ministres de la Défense des pays membres de l'OTAN. Il a déclaré que l'Alliance pouvait devenir un « vestige du passé » et que la création des « Forces de

réaction rapide » sans participation des Etats-Unis les préoccupe particulièrement. Cet homme politique a souligné qu'il était impossible d'avoir un « club européen fermé » au sein de l'Alliance atlantique.

La décision de créer le Corps européen de réaction rapide, prise le 20 novembre 2000, est un développement logique de l'idée d'Europe commune, mais remet en cause l'OTAN, sous contrôle total des Etats-Unis. Or, la destruction de l'Alliance atlantique signifie la départ inévitable des Etats-Unis de l'Europe – ce qu'ils ne peuvent accepter.

En ce qui concerne les pays européens, certains d'entre eux considèrent l'Alliance comme un instrument dissuasif contre le nationalisme de la politique extérieure de l'Allemagne et des tentatives hégémoniques éventuelles de sa part.

Il est nécessaire de dire qu'il existe des raisons de penser cela puisque l'Allemagne a ses propres intérêts dans cette affaire. Pour elle, l'appartenance des pays de l'Europe de l'Est à l'OTAN est une forme idéale d'extension de sa zone d'influence dans la région en question. En effet, le monde occidental sera rassuré par la possibilité de contrôler l'attitude de Bonn par le biais des mécanismes de l'Alliance.

En outre, il est évident qu'après avoir souligné l'importance de l'effort nécessaire pour mettre les économies socialistes au niveau occidental, à l'exemple de la réunification allemande, les Occidentaux aspirent à différer l'adhésion des pays de l'Europe de l'Est à l'Union Européenne, afin de réaliser des économies dans la modernisation de ces derniers. Voilà pourquoi ils ont proposé, à titre de compensation, aux voisins orientaux d'adhérer à l'OTAN. D'une part cela exige de moindres dépenses matérielles parce que cela ne concerne que le domaine militaire. Une grande partie des dépenses est dans ce cas supportée par les Etats-Unis. D'autre part, cette étape donne déjà un label d'« identité européenne » aux nouveaux membres.

Par ailleurs, beaucoup d'Européens voient dans l'Alliance atlantique le moyen de prévenir la renaissance du nationalisme dans la politique de sécurité en Europe. Ce problème est devenu particulièrement crucial au vu des événements sanglants en ex-Yougoslavie. Pour les adeptes de cette idée, l'OTAN est considérée comme un garant de la sécurité européenne, mais pas seulement, et de maintien de la présence politique et militaire américaine en Europe. Ils estiment qu'actuellement les Etats-Unis demeurent une composante nécessaire de la balance des forces en Europe, et que l'Alliance atlantique représente la base du partenariat Euro-Atlantique. Selon eux, les Etats-Unis sont un pilier principal de l'OTAN et, bien évidemment, en cas de leur départ de l'Europe, ce bloc se désagrègera.

Il existe également certain nombre d'autres arguments en faveur de la conservation et l'affermissement de l'OTAN. En particulier, on ne peut s'empêcher de tenir compte du désir de certains milieux occidentaux, surtout aux Etats-Unis, de profiter de l'affaiblissement de la position russe, pour s'assurer des acquisitions géopolitiques obtenues à l'issue de la « Guerre Froide », afin de ne pas autoriser la renaissance et la revalorisation du rôle et de l'influence de la Russie.

Il est indiscutable que l'OTAN est une manne de commandes militaires pour l'industrie d'armement, principalement américaine. Un bon exemple pour l'illustrer est l'achat par la Grèce de systèmes de défense antiaérienne. Après avoir examiné quelques propositions, elle a fait son choix au profit du système russe S-300, à cause du prix inférieur et de l'efficacité supérieure au PATRIOT américain. Mais, sous la pression des Etats-Unis, elle a été obligée de changer d'avis, et d'acheter une moitié de S-300 et une moitié de PATRIOT.

Il faut prendre en compte les espoirs d'une minorité faible (insignifiante) de politiciens occidentaux désireux de provoquer une nouvelle « Guerre Froide », peut-être fictive et comique, pour rétablir même à court terme le principe essentiel qui fonde le système de l'OTAN – la thèse de la « menace de l'Est ».

Egalement l'idée subsiste qu'il faut élargir simultanément l'UE et l'OTAN. D'ailleurs, les hommes politiques, partisans de ce dessein, n'insistent pas sur l'élargissement rapide de l'OTAN.

Pour l'OTAN, elle-même, l'élargissement est une question de survie. L'existence de règle indépendante de maintien et de continuité, qui détermine la nature et l'activité de toute organisation, se fait sentir. En ce sens l'OTAN n'est pas une exception. En sociologie ce piège psychologique s'appelle l'« inertie institutionnelle » : il est difficile de rejeter les institutions qui se sont faites une bonne réputation pendant une période précédente (elles ont vaincu la « Guerre Froide »), comme il est difficile aussi de se défaire de vieilles affaires qui nous sont chères, par exemple. Il est évident que l'Alliance a préféré l'élargissement quantitatif à la réorganisation qualitative, estimant que ce processus créerait de nouveaux objectifs et augmenterait sa longévité.

En vertu, de cette même règle, la voie de l'extension est soutenue par les milieux politiques, bureaucratiques et administratifs considérables liés l'OTAN, et qui en dépendent. Tout changement « révolutionnaire » est pour eux et, par conséquent pour l'organisation, inacceptable. Ils souhaitent préserver cette organisation en tant qu'employeur d'un nombre considérable de généraux, d'officiers et de spécialistes civils. De plus, il ne subsiste aucune

structure nationale militaire susceptible de les réintégrer. L'état-major de l'OTAN à Bruxelles, par exemple, compte à peu près 2300 personnes.

Une autre raison, étroitement liée aux deux précédentes est la crainte qu'après la dissolution de l'Alliance, l'Europe soit démunie en matière de sécurité. Il est difficile de former un nouveau système de sécurité, l'ancien demeure, et rassure.

Les intérêts de l'Europe centrale et orientale.

L'intérêt des dirigeants d'Etat des pays de l'Europe centrale et orientale (PECO) pour une adhésion à l'OTAN a été dans une grande mesure initié et stimulé jusqu'à maintenant par les partisans occidentaux de l'élargissement.

Par ailleurs, il y existe un contexte favorable à la voie extensive : les PECO ont reçu l'indépendance après la désintégration de l'Union Soviétique et la dissolution du Traité de Varsovie. Ils sont alors montés sur le devant de la scène, comme sujets indépendants et actifs des relations internationales. Leur aspiration à adhérer à l'OTAN est beaucoup motivée par des considérations psychologiques, comme leur désir de se débarrasser de dépenses militaires considérables, de se protéger des menaces éventuelles extérieures et, peut-être, de perturbations sociales internes. Dans cet environnement favorable, ils pourraient mettre en œuvre des réformes économiques et politiques difficiles.

L'adhésion à l'OTAN, aux yeux des PECO, est avant tout un moyen de confirmer, dans leur esprit, leur « identité européenne », et d'intégrer au plus vite les structures économiques et politiques de l'UE. Cette adhésion est considérée comme le chemin le plus court pour résoudre leurs problèmes sociaux, économiques et politiques visant l'intégration rapide dans les institutions européennes. En d'autres mots, c'est l'espoir d'arriver à atteindre leur objectif principal - l'appartenance à l'UE.

A leurs yeux, le ralliement à l'OTAN est une sorte de garantie de sécurité face au risque et à l'instabilité, provenant soi-disant des pays de l'ex-Union Soviétique. Il ne faut pas oublier dans ce contexte les craintes d'une hypothétique renaissance agressive de la Russie ou même de l'Ukraine. Il y a parfois des préjugés tout simplement anti-russes.

Au bout du compte, ce sont les calculs, habituels dans ces cas-là, d'une minorité de l'élite nationale qui occupe les positions clefs dans la chaîne de prise de décision, qui cherche à obtenir des places prestigieuses et bien rémunérées dans les structures de l'OTAN.

La plupart de ces intérêts sont compréhensibles et légitimes. L'aspiration des PECO à adhérer à l'OTAN ou à une autre organisation est aussi totalement légitime. En principe la Russie s'intéresse à la stabilité de ces pays, et de leurs dirigeants. Cependant les intérêts de la

Russie et ceux des PECO à l'égard de l'élargissement de l'OTAN divergent : la Russie n'estime pas qu'une adhésion soit une réponse optimale et adéquate à leurs préoccupations, parce que la sécurité de ces pays s'assurera au détriment des intérêts de la sécurité de la Russie.

* * *

Il est certain que, du point de vue des adeptes du maintien et l'élargissement de l'Alliance, certains arguments cités ne sont pas sans fondement. Il est possible que ces raisons aient été justifiées, pour les autres membres de la communauté internationale, si les réalités prévalant à la création de l'OTAN avaient même partiellement subsisté. Mais l'opposition entre l'Occident et l'Orient n'est plus. La réunification de l'Allemagne est achevée. Le mur de Berlin, séparant l'Europe en deux parties, a disparu. La présence militaire de l'Union Soviétique en Europe centrale et orientale est terminée.

Les dirigeants occidentaux ne cessent d'assurer la communauté internationale, en premier lieu la Russie, de leurs bonnes intentions, de leur esprit pacifique. Ils ne cessent de parler de leur préoccupation primordiale du problème de sécurité, non seulement pour leurs propres membres, mais aussi pour la Russie.

La Russie, elle-même, est évidemment intéressée par la stabilité du continent européen. Mais comment peut-on expliquer la progression de l'OTAN vers l'Est, la mauvaise volonté des Etats-Unis envers la réintégration au sein de la CEI, la « politique différenciée » envers ces pays, l'annonce que l'Ukraine est la zone des garanties militaires américaines ? De la même façon on peut s'intéresser à dernière conception stratégique de l'OTAN. A la lumière de ces postulats, une opinion naît dans la société de Russie, devinant que l'Occident n'exclut pas la possibilité d'isoler la Russie, de l'opposer non seulement aux pays d'Europe occidentale, mais aussi à ceux d'Europe centrale et orientale, afin d'établir un nouvel ordre européen, sans elle, et, probablement, contre elle.

Les illusions d'eurocentrisme n'y jouent pas le dernier rôle. Ce sont des illusions qui se basent sur la perception des processus et des événements, qui ne coïncident pas avec les idées occidentales sur les valeurs universelles, comme le nationalisme voire qui menacent la sécurité européenne. Les experts occidentaux prennent rarement en compte le fait que la Russie, comme tout Etat, poursuit des intérêts nationaux de sécurité, qui peuvent, à tout moment, à cause de motifs légitimes, entrer en contradiction avec les intérêts d'autres pays. C'est un processus naturel dans le cadre de la politique internationale, supposant que les opposants sont prêts à un compromis.

Malheureusement, la vieille idée d'une sécurité européenne sans la Russie n'est pas encore éliminée. En attirant l'attention sur les menaces provenant de la Russie, les Occidentaux ignorent son droit de sauvegarder ses intérêts nationaux. En outre, sur le plan historique, il serait plus juste de parler des menaces provenant d'Europe elle-même que de celles à son encontre.

Suivant ces tendances, l'Occident utilisera inévitablement l'OTAN comme instrument du renforcement de son influence sur des autres régions du monde. Cette activité créera des tensions et des mécontentements, qui peuvent à leur tour servir de prétexte pour justifier une expansion ultérieure. Dans ce contexte, on peut affirmer que l'OTAN continuera son avance vers l'Est, dès qu'une bonne occasion se présentera.

L'adhésion à l'OTAN s'explique par la nécessité de continuer l'intégration européenne. Cependant, il convient de veiller à ce que l'« intégration » se passe dans le domaine politico-militaire, et non économique. Un fait intéressant : le volume la circulation des marchandises entre l'UE et les PECO dépasse légèrement celui de l'UE et l'Amérique latine. Or, l'élargissement est utilisé comme un moyen favorable pour résoudre les problèmes internes de l'Alliance atlantique. De plus, c'est une sorte de mise en ordre de ses relations avec les PECO.

Les intérêts de la Russie

Quelle est donc la position de la Russie ?

- L'intérêt géopolitique essentiel est de préserver et développer des bonnes relations à défaut d'obtenir à court terme l'union stratégique avec les principaux pays de l'Occident. Compte tenu de la situation géostratégique actuelle et surtout future de la Russie, de ses intérêts économiques, et traditions culturelles et historiques, elle est très intéressée par une union stratégique avec l'Europe, à participation active à la sécurité européenne commune.

L'élargissement de l'OTAN peut poser la première pierre de l'édification d'un système de sécurité, dont la Russie sera exclue.

- La situation pourrait changer si la Russie adhérerait à l'OTAN. Les perspectives de la coopération réelle (non plus seulement formelle) avec l'Alliance s'ouvriraient de cette façon. Néanmoins, cette perspective semble fort improbable. Un chapitre ci-dessous y sera consacré.

- La Russie s'intéresse à la naissance d'un système de sécurité européen efficace, sur la base toutes organisations européennes actuellement existantes, y compris l'OTAN.

- Un autre intérêt essentiel de la Russie est d'obtenir et de consolider de la stabilité sociale, politique et économique interne. D'un point de vue politico-psychologique, l'élargissement contredit également les intérêts nationaux, puisqu'un sentiment d'isolement politico-militaire de la Russie apparaît. L'Occident n'a pas pu – et n'aurait pas pu – convaincre la population de la Russie que le rapprochement rapide de l'Alliance atlantique en direction de ses frontières était vital, d'autant que la Russie en est exclue.

- Cette extension aurait abouti à nombre de conséquences négatives :

- provoquer la réaction de la Russie, générant des tensions entre la Russie et l'OTAN et, probablement, une situation de crise ;
- concourir à des changements politiques internes en Russie, à l'augmentation brutale d'un esprit antiOTANien, ce qui rendra toute coopération impossible ;
- ôter en Russie tout crédit à la politique de l'Occident, qui a pris la décision d'élargir l'OTAN, ayant violé son engagement de ne pas élargir l'Alliance, après l'accord de l'URSS à la réunification de l'Allemagne, et après les déclarations des PECO de ne pas adhérer à l'OTAN, après dissolution du Traité de Varsovie ;
- troubler les fondements géopolitiques et conceptuels de la plupart des accords de limitation de l'armement, ce que diminuera la capacité de prévoir la situation politico-militaire, créant peut-être de nouvelles voies dans la course aux armement ;
- la disparition de la zone des pays de facto neutres et, en règle générale, peu armés qui s'est formée au centre de l'Europe suite à la dissolution du Traité de Varsovie, fait perdre à la Russie un des atouts majeurs obtenus à la suite de la « Guerre Froide » ;
- la Russie en sera réduite à renforcer son activité afin de créer un système de sécurité et de défense commun, efficace dans le cadre de la CEI, aggravant le schisme en Europe ;
- pour limiter le sentiment de vulnérabilité issu de la brusque rupture de l'équilibre géostratégique, et se prémunir contre la possibilité de pressions politiques, et dissuader les partenaires d'en profiter, la Russie sera amenée à envisager la possibilité d'augmenter le pilier de la dissuasion nucléaire en Europe.

- Pour des relations fructueuses entre la Russie et l'OTAN il est d'abord nécessaire de favoriser d'améliorer la coopération sur une large palette de problèmes. Dans le cas

contraire, le dialogue politique, économique etc. entre la Russie et l'Occident ne cessera de décroître.

- Enfin, en résolvant à moitié un problème en centre Europe – affaiblir le sentiment d'« incertitude stratégique » chez une partie des dirigeants des PECO, – l'élargissement de l'OTAN crée d'autres problèmes plus dangereux. C'est la transformation des pays Baltes et, probablement de l'Ukraine, en zone de la rivalité aiguë. La volonté des pays Baltes d'adhérer à l'Alliance, qui n'a fait qu'augmenter depuis la première vague, mais aussi toute discussion, ou démarche quant à l'élargissement éventuel, produiront au centre de l'Europe une source potentielle de crise.

On tente d'examiner le problème d'un point de vue strictement militaire.

D'une part, l'élargissement lui-même témoigne du soi-disant accroissement de la menace militaire pour l'Alliance, et d'autre part, la tendance géographique de ce processus désigne l'Est comme source.

On peut beaucoup s'interroger sur la menace ou l'absence de menace que l'élargissement présente pour les intérêts russes. Néanmoins, on ne doit pas oublier que les intentions politiques sont très inconstantes et dépendent de plusieurs facteurs, seul le potentiel militaire demeurant une valeur constante. Dans ce cas de l'OTAN, ce potentiel augmente et jouxte le territoire de la Russie.

L'élargissement de l'OTAN aux pays de l'Europe orientale et pays Baltes rompra inévitablement l'équilibre des forces en Europe, et compromettra la base même de la sécurité européenne. Même sans prendre en compte les forces de nouveaux membres, l'OTAN pèse cinq fois plus que la Russie en terme de population, plus de dix fois plus en dépenses militaires, trois fois plus en effectifs et quantité d'armes. Actuellement, d'après les données existantes, le rapport de potentiels de combat des forces conventionnelles de la Russie et de l'OTAN est évalué comme un sur quatre si on compte les effectifs, l'aviation, le blindé, l'artillerie et les bâtiments de combat.

La montée en puissance des forces conventionnelles de l'OTAN, parallèle à son approche vers les frontières de la Russie, peut avoir une influence déstabilisante sur l'équilibre des forces nucléaires stratégiques. L'Alliance atlantique a un accès quasiment direct aux régions centrales, autrefois inaccessibles, qui ont une grande importance militaro-économiques.

L'aviation tactique de l'OTAN pourrait attaquer des objectifs stratégiques dans les profondeurs du territoire russe, aussi bien que sur les flancs septentrionaux et méridionaux de

la Norvège et de la Turquie, ou dans l'axe central de l'Europe de l'Est. Les armes conventionnelles des pays de l'OTAN sont aussi susceptibles d'accomplir des tâches stratégiques sur le territoire de la Russie, parce que le risque de destruction de forces nucléaires stratégiques par des moyens conventionnels s'accroît. Des armes de haute précision, à l'utilisation aujourd'hui largement répandue, augmentent encore ce risque. En fin de compte, la Russie verra ses arsenaux nucléaires se dévaloriser.

Pourtant, ce serait naïf de supposer que l'Europe et sa partie orientale, en particulier, affermiront leur sécurité en étendant l'OTAN vers l'Est : en effet, la capacité de défense des états de la région augmentera dans une certaine mesure, mais aussi la menace provoquée par la brusque rupture des rapports de force.

Que l'on considère l'élargissement de l'OTAN comme une réaction rendue inéluctable du fait du développement de la communauté européenne, qu'il est absurde et inutile d'y résister, il n'en demeure pas moins que ce rapprochement est inacceptable pour la Russie. C'est pourquoi cet élargissement aura en Russie un retentissement hostile et déstabilisant.

Voici un bilan des points principaux de la discordance entre la Russie et l'OTAN sont (sans ordre d'importance) :

1. La violence de facto des actions de l'OTAN envers le droit international, lorsque l'Alliance ignore l'ONU et le système des engagements internationaux existants. L'appropriation par l'OTAN de garant d'un système de sécurité vital et aussi de juge mondial, étant simultanément un policier mondial et un bourreau mondial. La Russie ne fait pas partie de ce nouveau système de prise des décisions. Mais l'OTAN continue d'agir librement et à sa guise.

2. En tentant d'établir un nouvel ordre mondial, l'OTAN utilise l'application de force dit « non-proportionnelle ». Par exemple, en réponse à l'activation d'un radar par les Irakiens, des dizaines des avions bombardent des dizaines de cibles aux alentours de Bagdad. En réponse à l'opération policière à grande échelle de la Yougoslavie au Kosovo contre des groupes terroristes, l'OTAN a commencé la guerre outrance.

3. L'OTAN soutient plus ou moins le déploiement de NMD, mais Moscou estime que toute action en ce sens nuira au droit international qui limite la course aux armements nucléaires.

4. L'OTAN continue son expansion vers l'Est, et la Russie ne voit pas cela d'en bon œil. La deuxième vague de l'élargissement est d'autant plus dangereuse que les pays de l'ex-Union Soviétique s'y trouveront. L'OTAN a l'intention d'inviter les pays avec lesquels la Russie est en litige : problème des minorités russophones en Lettonie et en Estonie, les litiges

territoriaux et frontaliers, et aussi problème du transit à Kaliningrad via le territoire de la Lituanie. Chacun de ces problèmes peut provoquer une crise. Mais, si ces pays adhèrent à l'OTAN, ce sera une crise d'une toute autre ampleur, avec l'Alliance.

Concept stratégique de l'OTAN

Dans l'environnement géopolitique actuel l'OTAN ne pouvait survivre sans évoluer. Pour suivre les évolutions en cours, il fallait recentrer les objectifs à atteindre. Le nouveau concept stratégique de l'OTAN basé sur doctrine militaire des Etats-Unis et adopté après une longue préparation en avril 1999, à Washington, par les chefs des états de l'Alliance Atlantique, a tenté de pallier cette obsolescence. Il définit les réalités politico-militaires du monde contemporain et formule les directions générales du développement à terme de l'Alliance.

La Russie voit son inquiétude confortée par ce concept et par les actions de l'Alliance et oppose une certaine méfiance aux déclarations des leaders de l'OTAN.

Cette inquiétude est motivée par :

1. L'absence d'une reconnaissance sans ambiguïté par l'Alliance, de la priorité du Conseil de Sécurité de l'ONU et de l'OSCE dans la résolution des problèmes internationaux, ainsi que son aspiration à dépasser un statut régional, et agir hors de la zone de la responsabilité déclarée par le statut.

2. Le monopole qui s'octroie l'OTAN pour appliquer la force sans être sanctionnée en retour par l'ONU.

3. La menace non formulée explicitement envers la Russie.

L'ensemble de ses facteurs nuit, d'une manière ou d'une autre, aux intérêts de la Russie.

Tout d'abord, l'OTAN a manifesté sa mauvaise volonté dans la mise aux normes de sa stratégie au regard de la Charte de l'ONU concernant les organisations régionales et leurs activités militaires (art.53, 54 de la Charte). La forme actuelle des relations entre le Conseil de sécurité de l'ONU et l'OTAN risque de transformer l'ONU en une organisation subordonnée à l'Alliance, limitant au minimum les fonctions du Conseil – pierre angulaire de tout le système de la sécurité internationale. Ceci est inacceptable pour la Russie, car cela lui ôte toute influence sur la situation internationale. Selon les experts, la violence régulière exercée par l'OTAN aura un effet destructif sur tout le système de sécurité collective. C'est pourquoi il est juste de penser que si l'OTAN peut avoir un « noyau dur de droit », la subordination aux principes de la Charte de l'ONU doit jouer son rôle.

Ensuite, le concept évite toute précision, en déterminant les domaines et les conditions de l'utilisation de la force militaire ne relevant pas de l'article 5 du Traité de Washington. L'Alliance déclare seulement aspirer à un potentiel militaire apte à prévenir les conflits et gérer des crises, ce qui inclut la capacité de conduire des opérations de ce genre. Le concept confirme l'aptitude de l'Alliance à soutenir ces opérations sous l'autorité du Conseil de sécurité des Nations Unies ou sous la responsabilité de l'OSCE. En même temps, le texte de ce document ne contient pas d'indications claires sur les conditions de mise en œuvre des forces de prévention et de gestion des crises. S'abstenir de confirmer de la dépendance de l'OTAN envers l'ONU et/ou l'OCSE, qui semble opportune et claire, peut en dire long sur le souhait d'ignorer cette dépendance – ce qui est déjà arrivé dans les Balkans. Et cela renforce la crainte de reproduire les mêmes errements dans une autre région (hypothétiquement en Russie), y compris hors de la zone de la responsabilité de l'OTAN.

Le fait que l'Alliance atlantique se soit appropriée le droit d'utiliser la force militaire dans le but de pousser d'autres Etats à conclure des traités, ou à les respecter sans être sanctionnée par le Conseil de sécurité de l'ONU, est une violation de la Convention de Vienne sur le droit des accords. Elle désapprouve le recours à la force ou à la pression sous toutes ses formes (militaire, politique, économique...) par tout Etat, en vue de conclure un accord. La Convention souligne que « l'accord est déclaré nul » s'il a été conclu sous la menace de la force ou après son application. Or, en Yougoslavie, l'OTAN a contrevenu cette Convention, avec les conséquences déjà décrites.

Au bout du compte, d'après ce concept, « l'incertitude et l'instabilité dans la région Euro-Atlantique et alentours » représentent les menaces pour l'Alliance, aussi bien que « la possibilité de voir se produire à la périphérie de l'Alliance des crises régionales susceptibles d'évoluer rapidement »⁵. Elles comprennent également les pays qui « sont confrontés à de graves difficultés économiques, sociales et politiques, des rivalités ethniques et religieuses, des litiges territoriaux, l'inadéquation ou l'échec des efforts de réformes, des violations des droits de l'homme et la dissolution d'Etats »⁶. Une bonne moitié de ses problèmes, inhérents à une douloureuse période de transition, se trouvait en Russie pendant la dernière décennie. Certains existent encore. A priori ce point du concept permet, aux cas précités, d'intervenir dans les affaires de la Russie, même militairement. A son tour, la Russie ne pourra plus influencer sur aucune prise de décision, parce qu'elle n'est liée avec l'OTAN par aucun accord, à

⁵ Le concept stratégique de l'Alliance, <http://www.nato.int/docu/pr/1999/p99-065f.htm>

⁶ Ibidem.

l'exception de l'Acte fondateur – déclaration d'intentions, sans aucune force juridique. Cette éventualité ne peut être acceptée par la Russie.

De plus, « l'existence [des pays avec des] puissantes forces nucléaires à l'extérieur de l'Alliance »⁷ appartient aussi à ces menaces. Ce n'est pas difficile de deviner que la Russie est de leur nombre.

Quant il s'agit de partenariat, de coopération et de dialogue, le programme « Partenariat pour la paix » constitue un mécanisme principal. Malgré sa tendance, qui semble positive, le fait que l'OTAN est apte à mener « des consultations avec tout participant actif au Partenariat qui constate l'existence d'une menace directe pour son intégrité territoriale, son indépendance politique ou sa sécurité » met en garde contre l'Alliance. Cette thèse implique l'aptitude de l'Alliance à défendre les intérêts d'Etats partenaires qui, pour le moment, ne font pas partie du bloc. Cela signifie que l'apparition de l'OTAN dans l'espace post-soviétique n'est seulement une éventualité – ce qui s'est confirmé dernièrement par plusieurs faits. La conclusion des relations « spéciales » avec l'Ukraine, où l'Alliance s'est engagée à « soutenir la souveraineté et l'indépendance, l'intégrité territoriale », appartient au même domaine.

Pourquoi la Russie n'accepte-elle pas la voie choisie par l'OTAN ? Parce que certains problèmes dans les relations de la Russie avec les autres républiques ex-soviétiques ne sont pas encore résolus (des litiges territoriaux, des problèmes des minorités russes, financiers, etc.). Les engagements fixés dans le concept lui donnent un éclairage tout à fait différent.

Cela signifie que, bien que la Fédération Russe n'ait pas annoncé à s'opposer à de l'OTAN, l'éventualité d'une confrontation avec la Russie existe, fixée dans ce document de base.

Les preuves de nos craintes

Le concept n'est pas la seule source de craintes dans l'expansion l'OTAN. Elles se fondent aussi sur les déclarations de leaders politiques de l'Occident, et sur des travaux d'instituts de recherche stratégique et politique.

Voici quelques points de vue à terme d'illustration.

Paul WOLFOWITZ, Secrétaire de la Défense adjoint dans les administrations des Présidents BUSHS (père et junior), conseiller de Défense dans l'administration de Bill CLINTON, a indiqué dans un rapport au gouvernement des Etats-Unis qu'il était nécessaire d'éviter la création d'une grande formation souveraine sur le territoire de l'ex-Union

⁷ Ibidem.

Soviétique, capable de mener une politique indépendante de celle des Etats-Unis. Afin de s'en assurer, il a proposé de créer un « cordon sanitaire » sur la base des pays Baltes⁸.

Il a participé, un peu plus tard, à diverses commissions communes pour élaborer des « recommandations » pour la Russie, dans le domaine de la politique de Défense, en tant que membre du Centre de recherche stratégique et internationale de Washington. Il est probable qu'il avait en vue les objectifs posés.

Dans les travaux de Zbigniew BRZEZINSKY, professeur en relations internationales de l'Université J. HOPKINS, conseiller en sécurité nationale du Président des Etats-Unis (G. BUSH), on note une constante : la destruction de la Russie en tant que grand Etat. Il la prévoit soit par la transformation en un pays strictement attaché à la politique américaine, soit par le partage en formations « indépendantes » : « La Russie confédérative qui se compose de la Russie européenne, de la République sibérienne et de la République extrême-orientale [...] arrivera à la conclusion que dans ce cas il lui sera plus facile de soutenir les liens économiques étroits avec ses voisins. »⁹ Par « voisins », il entend les Etats-Unis, le Japon et puis la Chine. Une question demeure, à savoir qui sera le premier à acquérir le plus de « morceaux » de cette « Russie ».

Il n'accorde à la Russie aucun intérêt national propre, ses objectifs et ses aspirations étant causés par sa situation géographique, par la longue voie historique, par ses coutumes, ses traditions, la religion, et par une autre mentalité qui n'est pas américaine. Toutes les tentatives par la Russie de revendiquer ses intérêts sont appelés par lui les « ambitions impériales », qu'il faut diminuer. Toutes les expressions du patriotisme et de l'autoconscience nationale (pour la Russie multinationale) deviennent le rejaillissement du nationalisme fervent. Mais, après l'examen de la politique extérieure américaine, force de se demander s'il existe encore des zones qui ne relèvent pas des intérêts vitaux des Etats-Unis. Qui a des ambitions impérialistes dans ce cas ?

Cela vaut non seulement pour la Russie, mais aussi pour tous les acteurs de la politique mondiale y compris l'Europe. Car, pour lui « les Etats-Unis sont au dessus de tout » - c'est un titre de son article dans le quotidien Nezavisimaja gazeta où il détermine très clairement la place et le rôle des Etats-Unis dans le monde. Il écrit : « La dissolution de l'Union Soviétique qui avait mis fin au monde bipolaire a annoncé l'aube de l'ère de l'hégémonisme américain [...] Si l'hégémonie n'est pas éternelle, alors, [...] elle peut amener

⁸ DUGINE A. G., Fondements de la géopolitique, Moscou ; Arctogaia, 1997.

⁹ Cité d'après DUGINE A. G., Fondements de la géopolitique, Moscou ; Arctogaia, 1997.

à une seule alternative possible, à savoir, l'anarchie. »¹⁰ Voilà comment il apprécie, un peu modestement, le rôle des Etats-Unis à l'échelle du monde.

Cet exemple est très représentatif mais, bien sûr, on peut argumenter qu'il ne reflète que l'opinion d'un homme, et n'a rien à voir avec la politique d'un Etat. La réalité démontre le contraire. En comparant les idées avancées par monsieur BRZEZINSKY et la politique extérieure des Etats-Unis, en prenant en compte l'historique des postes qu'il avait occupés et l'autorité qu'il a dans les hautes sphères américaines, cette analyse devient pertinente. Voilà un exemple. Dans une interview donnée à la revue *Belorusija v mire* en 1996 il dit : « Il n'y a pas d'alternative à l'expansion de l'OTAN vers l'Est [...] et du développement simultanément d'une nouvelle architecture de la collaboration transatlantique, y compris, peut-être, la conclusion d'un pacte spécial avec la Russie. »¹¹ Comme on le sait, un an plus tard, l'Acte fondateur Russie – OTAN a été conclu, et trois ans plus tard l'Alliance s'est augmenté de trois nouveaux membres.

Encore un bon exemple – la vision rendant à imposer de la démocratie du représentant officiel de l'OTAN Jamie SHEA. Il a déclaré, au mois d'octobre passé, que l'Alliance appuierait financièrement le candidat de l'opposition « démocratique » biélorusse, lors des élections présidentielles de l'été à venir. Il a ajouté que cette pratique de soutien des démocrates lors des élections dans tous les pays de l'après-communisme est juste et efficace : « Je crois que le pays suivant de l'Europe où l'OTAN doit appliquer la pareille pratique¹² sera la Biélorussie. Nous devons apporter notre soutien financier à l'opposition démocratique au régime de LUKACHENKO pendant les élections. »¹³ Cette déclaration est extraordinaire puisque jusqu'alors l'Occident critiquait LUKACHENKO et apportait une aide financière occulte et indirecte, comme on le pratique habituellement pour soutenir les forces politiques « nécessaires » dans les pays « problématiques »¹⁴, sans toutefois le faire ouvertement. Il s'agit au fond d'une ingérence directe dans les affaires intérieures d'un Etat souverain, lié avec la Russie par accord.

¹⁰ BRZEZINSKY Z., « Les Etats-Unis sont au dessus de tout », *Nezavisimaja gazeta*, 24 novembre 1999.

¹¹ BRZEZINSKY Z., « Le projet géopolitique pour la Russie », *Belorusija v mire*, n°1, janvier 1996.

¹² Après avoir mis dans l'actif de l'OTAN la chute du régime de MILOSCHEVICH et l'élection de KOSCHTUNICA.

¹³ « LUKACHENKO sera destitué aux frais de l'OTAN », *SMI.ru*, <http://smi.ru/2000/11/21/974804053.html>

¹⁴ L'aide financière passe par les fondations non gouvernementales qui sont souvent des filiales des services spéciaux, par les bourses pour enseigner et pour faire les études, par les subventions aux médias « démocratiques » et à produire la propagande. Certains opposants, comme, par exemple, Zenon POZDNIAK, biélorusse déménagé aux Etats-Unis, est soutenu au niveau personnel.

Quant à ceux qui contestent cette « démocratisation » violente, et placent à un niveau supérieur les intérêts nationaux autres que ceux des Etats-Unis et de l'OTAN, la réponse peut être « yougoslave », d'autant que le droit anglo-saxon l'autorise, un précédent existant déjà.

L'Europe, quant à elle, est proche de ses amies transatlantiques.

George ROBERTSON, secrétaire général de l'OTAN dans l'article Le nouveau commencement dit : « Les Etats de l'OTAN et la majorité de la communauté internationale considèrent les actions effectuées au Kosovo comme la lutte [...] pour affirmer les valeurs principales sur fondement desquelles les relations en Europe au XXI^{ème} siècle doivent se construire. »¹⁵ Il est bien dommage que ces valeurs soient la « démocratisation » de la position de force, les agressions contre les Etats souverains, le mépris du rôle de l'ONU.

Dans une interview au quotidien russe Nezavisimaja gazeta il développe son idée : « Il est nécessaire de renouveler et renforcer considérablement nos capacités militaires. La question du renforcement de la puissance militaire est à l'ordre du jour et ne souffre point de délais. »¹⁶ En l'absence de menace réelle et la quasi-impossibilité du déclenchement d'une guerre totale ou de haute intensité, ce qui est confirmé dans les doctrines et concepts stratégiques, M. ROBERTSON estime pourtant, si l'on s'en réfère à cette phrase, que la menace s'est encore accrue.

Une conférence qui a réuni les leaders politiques et militaires de l'OTAN, les directeurs des centres de recherche stratégique, des chefs des grands journaux des Etats-Unis et de l'Europe, a eu lieu en février 2000 à Munich. Presque tous les intervenants insistent sur l'utilisation de forces militaires dans un cadre international, dans les situations semblables à celle de la Yougoslavie. « L'OTAN doit envisager dans l'avenir une situation dans laquelle l'Alliance recourra aux actions militaires sans mandat de l'ONU. Son absence sera compensée par l'accord de la communauté internationale sur la conduite des opérations. »¹⁷ Evidemment, on comprend sous le terme « communauté internationale » les pays de l'OTAN et ceux qui en dépendent (les candidats à l'adhésion par exemple). L'opinion des autres pays est habituellement respectée, mais non prise en compte. Le Ministre de la Défense de Grande Bretagne Jeffrey HOON a exprimé l'opinion commune : « Il faut convaincre la communauté du caractère rationnel de l'utilisation des forces militaires, alors, nos adversaires comprendront mieux ce que nous voulons. Le collectif est toujours plus fort. Voilà pourquoi il

¹⁵ ROBERTSON G., « Le nouveau commencement », Nezavisimoje voennoje obozrenije, 5 novembre 1999.

¹⁶ KATINE V., L'interview de G. ROBERTSON « L'existence de l'OTAN est nécessaire aujourd'hui que jamais », Nezavisimoje voennoje obozrenije, 5 novembre 1999.

faut éviter tout retard dans la prise des décisions communes. Mais nous sommes prêts à recourir à la force si nos adversaires ne sont pas prêts à nous entendre. »¹⁸ Le Secrétaire de la Défense des Etats-Unis William COHEN a exprimé la position de l'OTAN avec une plus grande force : « En choisissant un peu plus tôt une direction stratégique identique (de point de vue des forces – D.D.), les Etats civilisés pourront éviter plusieurs tragédies sur la planète. »¹⁹

Il est également intéressant d'examiner l'ouvrage analytique *La revue stratégique 1999-2000* publié par l'Institut international de recherche stratégique à Londres. Il n'est pas nécessaire de répéter une fois de plus les raisons de l'agression de l'OTAN contre la Yougoslavie. Pourtant les conclusions tirées de ce conflit méritent l'attention.

Il est préférable, comme par le passé, d'avoir un mandat de l'ONU, néanmoins, le conflit du Kosovo a montré que dans les situations extrêmes les actions sont possibles sans mandat spécial du Conseil de Sécurité.

Selon l'opinion des experts de l'institut, le Kosovo a créé un précédent important qui autorise, au regard du droit international, le droit d'effectuer une intervention humanitaire dans les cas exceptionnels, même sans sanction du CS de l'ONU. La position des pays de l'Alliance suppose que cette intervention militaire ne peut être légitime qu'en cas de :

1. Situation menaçant des vies ;
2. Existence confirmée de cette situation extrême ;
3. Blocage des actions du Conseil de Sécurité par veto ou menace de veto.

Quelques questions se posent à l'occasion de ces thèses. Qui, si ce n'est l'ONU, déterminera le caractère exceptionnel de la situation ? Naturellement l'OTAN. Qui confirmera cette légitimité ? Attendu que l'opinion publique compte de plus en plus, la valeur des faits et la nécessité de les confirmer importe peu. La capacité actuelle des média et leur expérience dans la manipulation de l'opinion publique, les autorisent à justifier toute opérations sans grand efforts. Enfin, une position dure sur un dossier, voire un veto, devrait amener à s'interroger sur les intentions cachées de ces actes et sur l'importance relative de l'OTAN.

Encore une conclusion intéressante faite par l'institut britannique. Ses experts émettent de grands doutes, quant à l'efficacité des contacts militaires (visites de haut niveau, échanges militaires de moyen et bas niveaux, échanges de stagiaires et missions de liaison, d'information, conférences scientifiques et consultations politico-militaires) avec les pays qui

¹⁷ SOLOVIEUV V., « Le nouvel ordre mondial se fixe à Munich », *Nezavisimoje voennoje obozrenije*, 11 février 2000.

¹⁸ Ibidem.

¹⁹ Ibidem.

ne seront pas admis auprès de l'OTAN dans un avenir proche (tels que l'Ukraine, les pays de l'Asie centrale et de Caucase), avec les pays de l'Europe centrale et orientale qui ne cherchent pas à obtenir l'admission à l'OTAN, et avec la Russie. Elle est mise en relief de la façon particulière. Elle, selon les experts, n'appartient pas aux pays qui deviendront jamais membres de l'OTAN, ni aux pays qui n'aspirent pas à être membre. C'est-à-dire qu'il ne vaut pas du tout développer, voire avoir, des contacts militaires avec la Russie.

Les exemples précités montrent que, malgré les changements colossaux survenus de par le monde, les chefs de l'OTAN et certains leaders de l'Europe, antagonistes dans leurs buts, cherchent à établir une dictature de force basée sur une organisation archaïque issue du passé.

Les relations actuelles entre la Russie et l'OTAN

Pour régler plus au moins les relations entre la Russie et l'OTAN, un Acte fondateur a été signé en juin 1997. Ce document a proclamé l'attachement des signataires aux principes fondamentaux du droit international, leur respect strict des points de la Charte de l'ONU et des engagements, conformément à tous les documents du cadre de l'OSCE. L'Acte a défini les principes sur la base desquels la Russie et l'OTAN construiraient leurs relations, le mécanisme des consultations et de la coopération, aussi bien que les domaines dans lesquels cette activité serait réalisée. Les Parties ont institué le Conseil Commun Permanent dont l'Acte déterminait le cadre de responsabilité. Le Conseil serait l'organe principal des consultations.

L'Acte fondateur a également annoncé que la Russie et l'OTAN ne se considéraient pas comme ennemis. Dans le cadre de ce document, une coopération militaire a été commencée et un programme de participation des parties dans le PPP a été coordonné.

Il est évident que la signature de l'Acte n'a pas résolu tous les problèmes entre la Russie et l'OTAN. Cela a cependant permis de trouver des points convergents aux intérêts politiques et militaires. Sans aucun doute, cela a été un pas en avant.

L'agression de l'OTAN contre Yougoslavie a réduit néant les efforts des deux parties pour rapprocher leurs positions sur la sécurité européenne, sur une intensification et une augmentation de l'activité commune. La Russie a été obligée d'interrompre ses relations avec l'Alliance atlantique. Néanmoins, la Russie est contre un retour à la « Guerre Froide » et demeure d'avis que, selon les mots du chef de l'état-major supérieur des Forces armées de

Russie, le général d'armée Anatoliï KVASCHNINE : « il n'y a pas d'alternative à la coopération avec l'OTAN »²⁰.

L'Alliance est aussi profondément intéressée à la normalisation des relations avec Moscou : une confrontation ne donnerait pas en effet les résultats désirés. Devant les relations plus au moins bonnes entretenues avec la Russie, rien n'est perdu, si l'on table, par exemple, sur l'élargissement ultérieur de l'OTAN.

Pour mémoire, les relations se sont améliorées dès le début de l'année 2000, après la démission de Xavier SOLANA. En février, sur l'invitation des russes, le nouveau secrétaire général de l'OTAN George ROBERTSON a visité Moscou, où il a rencontré le Président de la Russie Vladimir POUTINE et le Ministre de la Défense, le maréchal Igor SERGEEV. En mai – juin et en décembre de l'année passée ont eu lieu les sommets des Ministres des Affaires Etrangères et des Ministres de la Défense.

Quels sont les résultats de cette coopération pendant cette année ?

En réalité, l'agression de l'OTAN dans les Balkans a ruiné le crédit de l'Alliance atlantique. Il faut passer par des étapes difficiles afin de rapprocher les positions sur le dossier de la sécurité européenne. Le développement des relations entre Moscou et Bruxelles ne peut pas encore rétabli et peine à atteindre le niveau des premiers mois de l'année 1999. Le rétablissement des relations politique progresse plus vite que dans le domaine militaire. Malheureusement, l'élément fondamental de ces relations – la confiance – est manquant. Les conditions pour la redévelopper existent : l'identité (coïncidence) des intérêts de Russie et d'Europe sur de nombreux problèmes, allant du commerce à la sécurité européenne.

La Russie est prête à un dialogue sérieux sur les questions-clefs de la sécurité internationale, si ses intérêts ne sont pas lésés, sa sécurité est menacée. D'autre part, Moscou ne cherche pas de droit de veto sur toutes les décisions de l'OTAN. Son but est de résoudre en commun les problèmes difficiles de la sécurité et de la stabilité en Europe. Selon la Russie, le rétablissement de la coopération avec l'OTAN ne peut être effectué que par étape, avec l'accent mis sur des questions d'importance primordiale, parmi lesquelles la gestion des crises, l'élargissement de l'OTAN, la lutte contre le terrorisme international. Un dialogue ouvert doit assurer la transparence et le renforcement de la confiance.

Le point positif dans l'activité commune est la décision de continuer les échanges en matière de planification des entraînements, des exercices des forces et des états-majors de la

²⁰ KVASCHNINE A. V., « Il n'y a pas d'alternative à recommencer la coopération avec l'OTAN », Nezavisimoje voennoje obozrenije, 19 novembre 1999.

Russie et de l'OTAN. Dans le même temps, encore en 1998, Moscou a donné à étudier au quartier général de l'Alliance le projet de déclaration commune des états-majors russe et OTANien visant à limiter toute activité militaire capable de préoccuper et inquiéter les parties en présence. Naturellement son adoption permettrait de diminuer l'incertitude sur des plans qui pourraient se révéler incompatible avec l'esprit des relations constructives russo-OTANIennes. Mais jusque là, cette proposition demeure sans réponse.

Selon Moscou, les directions principales des relations avec l'OTAN devraient actuellement être de :

- coopérer dans la domaine de la gestion des crises ;

Dans cette sphère, la Russie cherche à concentrer le gros de ses efforts sur la généralisation de l'expérience balkanique et à tracer les perspectives communes de coopération, dans un contexte plus vaste, coordonnant les démarches avec l'ONU, l'OSCE et des autres organisations internationales.

- créer le système de défense antimissile non stratégique ;

Cela inclut : - d'évaluer la nature et de l'échelle de la prolifération de l'armement en fusées, et la menace éventuelle de son utilisation contre les Etats européens, mais aussi l'élaboration d'un concept de système de défense antimissile européen, la détermination d'ordre, d'échelles et des termes de son déploiement. La proposition faite par la Russie est d'autant plus intéressante qu'elle possède une expérience et un succès considérable dans l'élaboration et dans la mise en place d'un tel système.

- continuer le dialogue dans le domaine de la doctrine militaire russe, le concept stratégique de l'OTAN, et sur l'infrastructure des groupes de travail avec la présentation de bilans au niveau supérieur ;

La politique de Défense, les budgets militaires font aussi l'objet de consultations, et sont déjà définis.

- reconvertir des militaires de l'armée russe et les adapter socialement ;

Dans le cadre de ce programme, il y aura à Moscou un centre de reconversion de l'OTAN.

- utiliser l'aviation de transport et le carburant de Russie dans les opérations communes ;
- augmenter la transparence et développer des mesures de confiance dans l'activité militaire ;
- contrôler la non-prolifération des armes de destruction massive ;
- participer activement aux démarches concernant la sécurité nucléaire ;

- élargir la coopération dans l'activité navale (le soutien de navigation et hydrographique, les opérations RESCO) ;
- participer au contrôle de l'armement ;
- coopérer dans la défense de l'environnement et dans les situations d'urgence où on prépare la signature d'un mémorandum commun.

Il convient de dire que la décision de réactiver à Moscou le bureau d'information de l'OTAN est déjà prise. Il s'agit maintenant d'ouvrir la mission de liaison de l'Alliance.

Cependant, la Russie estime que les relations ne doivent pas être limitées à la discussion, l'échange d'information ou la résolution de certaines questions secondaires, voire créer seulement l'apparence de la prospérité dans le domaine de la sécurité européenne.

Pour preuve, l'aspiration de l'Alliance à minorer le rôle du Conseil commun Permanent en tant qu'organe de contrôle politique et militaire du déroulement de l'opération des Balkans, qui coordonne les efforts de la Russie et de l'OTAN dans la gestion de cette crise. L'activité du groupe de liaison auprès du SACEUR est limitée à un simple échange d'information sur la situation dans les zones où se trouvent les détachements russes et OTANIENS. Cela n'est pas du niveau des représentants du Ministère de la Défense de la FR à Mons, et peut être assimilé à de la méfiance vis-à-vis de la Russie, ce groupe étant de niveau stratégique et opérative de haut vol, apte à participer activement à la planification, au commandement et au contrôle de l'opération.

Le mécanisme complexe de consultation et d'échange des opinions qui est déjà créé, doit se transformer en élaboration des décisions communes, sur les aspects clefs de la composante militaire de la sécurité européenne. Pour le moment le Conseil, selon le maréchal SERGEEV, rassemble plus un symposium scientifique qu'à un organe collégial.

Il est nécessaire d'avoir un dialogue plus ouvert concernant l'élargissement de l'OTAN. Mais, quoi qu'il en soit, l'attitude négative de la partie russe demeurera inchangée sur le sujet. Il faut respecter le droit de tout Etat de choisir les formes et les moyens d'assurer sa sécurité nationale, mais il convient également que ce choix ne cause pas de préjudice aux intérêts d'autres pays.

A ce propos, le Secrétaire du Conseil de Sécurité de la Russie Sergeï IVANOV a déclaré le 30 janvier 2001 : « Ces plans (l'élargissement – D.D.), au cas où ils seraient

réalisés, changent principalement la situation en Europe et lèsent objectivement les intérêts politiques et militaires de la Russie. Cela peut aboutir de grave crise. »²¹

La Russie, membre de l'OTAN ?

La possibilité d'adhérer à l'OTAN a été abordée pour la première fois par le Président Boris ELTSINE au début des années 90. L'appel est resté sans réponse, du moins officiellement.

Cette idée a été mentionnée pour la deuxième fois par le Président POUTINE, quand à la question du journaliste David FROST, lors d'une interview, d'une Russie un jour membre de l'OTAN, il a répondu : « Pourquoi pas ? ».

Depuis la reprise des relations après la crise du Kosovo, le secrétaire général de l'Alliance George ROBERTSON soutient complètement cette idée. D'après l'agence d'information russe « Rosbizneskonsalting », il a déclaré en février de cette année que la Russie peut avec de bonnes chances présenter sa demande d'adhésion à l'OTAN. Il a souligné que, dans ce cas, l'évaluation de la Russie sur l'aspect militaire mais aussi économique et de droit, sera effectuée à égalité des autres pays candidats. En même temps M. ROBERTSON a refusé de se prononcer sur une échéance.

Cette thèse a été également évoquée lors de conférences et de réunions de toutes sortes. Par exemple, la conférence organisée en novembre 2000 par la fondation Konrad ADENAUER consacrée aux bilans de la coopération russo-OTANienne pendant l'année écoulée.

Les perspectives sont assez belles, mais... Personne n'attend la Russie dans l'OTAN. Le Président POUTINE l'a confirmé dans son interview à la 1^{ère} chaîne de télévision russe, aussi qu'aux journalistes français, fin octobre 2000 : « Nous avons reçu la réponse, bien que non officielle, mais elle a retenti à un niveau assez élevé »²². Beaucoup d'experts et de spécialistes de stratégie politique penchent pour la même opinion, tout en pensant que l'obstacle principal pour adhérer à l'OTAN réside dans la position catégoriquement négative des Etats-Unis.

Si l'Alliance s'élargit sans la Russie, voire contre sa volonté, pourquoi doit-elle se réjouir de cette extension ?

²¹ « The Associated Press » : la Russie est préoccupée par l'élargissement de l'OTAN », <http://www.strana.ru/worldwide/press/2001/01/31/980928355.html>

²² « Le texte complet de l'interview du Président de la Russie Vladimir POUTINE à la chaîne ORT et aux journalistes français », <http://www.strana.ru/state/kremlin/2000/10/26/972571653.html>

La parole de M. ROBERTSON peut être considérée comme une politesse. Il a exprimé une position officielle selon laquelle tout pays démocratique peut devenir membre de l'OTAN. Toute la discussion sur la possibilité d'appartenance de la Russie à l'OTAN poursuit des buts assez simples – atténuer la position de la Russie envers la vague suivante d'élargissement et justifier l'élargissement vers l'Est.

Il est inimaginable de créer un système de sécurité européen digne de ce nom sans la Russie et encore moins contre elle. Dans ce contexte, la question d'une Russie membre de l'OTAN n'a de sens que si l'OTAN est l'axe principal de ce système. Pour le moment la question ne se pose pas, car, il est impossible d'imaginer une situation où une décision des Etats-Unis dans le cadre de l'OTAN serait dépendante de l'opinion de la Russie. Par ailleurs, la Russie ne cédera pas son libre-arbitre à l'OTAN.

Pour conclure, il convient de dire que si la Russie rejoint l'OTAN, ce sera après de profonds changements de cette dernière.

La Russie et l'Union Européenne

L'UE a changé en profondeur. Auparavant, la « militarisation » de l'UE relevait du possible en Russie, voire en Europe, mais sans pertinence de politique pratique. Dans ces conditions, l'UEO, partie militaire de l'UE, ne possédait ni de capacité militaire, ni de poids politique, ni de rapport organique avec l'UE, et toujours dans l'ombre de l'OTAN. Compte tenu de ces circonstances, les relations politico-militaires entre l'Europe et la Russie se concentraient sur l'OTAN, et la coopération de la Russie avec l'UE n'incluait pas la dimension de sécurité requise. En outre, l'UEO n'entretenait avec la Russie aucunes relations institutionnelles sérieuses, à l'exception, peut-être, d'un dialogue parlementaire périodique. Toutefois, des changements ont eu lieu pendant les quelques années passées, surtout au sommet de Nice, exigent de la Russie qu'elle porte une attention particulière à l'UE comme centre important de la politique de sécurité internationale.

Si ce thème n'est pas un effet de mode dans la discussion politique en Europe, il s'avère néanmoins prioritaire. En Russie, cependant, il demeure l'objet d'étude d'un petit nombre d'experts, y compris dans les structures officielles. Il n'est pas étonnant que pour l'instant la Russie examine les changements qui se passent en Europe. L'argument majeur de la prudence de Russie est l'incertitude quant aux plans de la formation de la PESC. Mais le manque de confiance dans la capacité de l'Europe à réaliser des plans si ambitieux est sous-jacent.

Pour autant, il faut agir sans retard, sans attendre plus de clarté et précision, car Moscou a toute latitude pour tenter d'exercer son influence sur la formation des plans européens. Non pas seulement en affermissant sa position mais aussi en valorisant les ressources existantes de coopération réciproque.

La Russie doit aussi tenir compte de quelques facteurs importants pour consolider les relations avec l'UE, dans le domaine de la politique de sécurité.

Le premier est la PESC. L'UE entreprend des efforts considérables pour liquider le grand décalage entre son potentiel économique et social et sa capacité politique. Les Européens ont enfin accepté le paradoxe selon lequel la sécurité de la région puissante, surtout économiquement, puisse être assurée par un état dont les intérêts ne sont pas « européens ».

Il ne faut pas s'imaginer le système européen comme une espèce de balance où l'augmentation du poids « européen » affaiblirait automatiquement la partie américaine et la composante de défense de l'UE – l'OTAN. La Russie doit s'interroger : veut-elle plus d'Europe dans le système de sécurité européen, s'il n'y pas moins d'Amérique, et qu'est-ce que cela lui donne ? La réponse est simple et sans ambiguïté – le processus de la « militarisation » de l'UE ne contredit pas seulement les intérêts de la Russie, mais, probablement, permettra aussi d'arranger une coopération efficace sur la sécurité avec les pays européens dont la Russie est plus proche sur le plan des intérêts stratégiques, et moins en contradiction qu'avec les Etats-Unis et l'OTAN qui les contrôlent. Sans être paradoxale, cette « militarisation » contribue à la démilitarisation des relations internationales parce que la dimension militaire de l'UE jouera inévitablement un rôle auxiliaire dans le cadre de sa politique de sécurité complexe. A la différence de l'OTAN où la composante militaire occupe une place centrale pour la sécurité. Le renforcement du rôle et de la responsabilité de l'UE consoliderait les perspectives de la coopération de l'Europe avec la Russie. La notion de l'« indivisibilité de la sécurité européenne », elle-même, est plus concrète pour l'UE du fait de son voisinage avec la Russie que pour les Américains. En outre, l'extension des compétences de l'UE en matière de défense suppose le développement d'une coopération simultanée avec la Russie dans ces domaines, matière du Conseil permanent commun bilatéral, comme il est prévu dans « Une stratégie commune avec la Russie ». Cette activité pourrait compléter le manque de relations entre l'Europe et la Russie pour la sécurité et enrichir leur contenu. L'UE, en effet, fait preuve de bonne volonté pour négocier avec la Russie, pour que le dialogue comporte des mécanismes communs. C'est exactement cela qui cimente le partenariat et que la Russie n'a pas réussi pour le moment à obtenir dans ses rapports avec l'OTAN. Encore un « plus » : la nouvelle qualité des relations l'UE – la Russie ouvrirait à la

Russie des moyennes supplémentaires de développer la coopération avec les PECO qui entrent de plus en plus nettement dans l'orbite d'une intégration européenne.

Le deuxième facteur est l'adoption en juin 1999 par l'UE d'« Une stratégie commune avec la Russie ». L'intéressement de l'UE est dû à la nécessité d'assurer un environnement plus favorable à la réalisation de la PESC, mais aussi à la compréhension du fait que sans développer la coopération avec la Russie l'UE ne pourra pas prétendre au rôle de joueur indépendant dans la sphère de la politique de sécurité internationale. Il est important pour la Russie de profiter de cet intérêt et d'intensifier la coopération dans un domaine où l'UE voit croître son rôle. Cela renforcerait et développerait le potentiel du partenariat stratégique là où les autres sphères sont limitées en vertu de l'inégalité des parties.

Des correctifs importants ont été apportés par le troisième facteur – la crise du Kosovo. Son influence n'est pas sans ambiguïté. D'une part, un dommage considérable a été causé à l'image, au prestige et au potentiel de l'UE. Les initiatives pour la formation de la PESC, prises peu de temps avant le déclenchement de la guerre, ont été discréditées au jour des événements yougoslaves. Les Européens ont montré leur inaptitude évidente à exercer une influence stabilisante sur la politique des Etats-Unis en Europe, dans des situations où les intérêts américains entrent en conflit avec ceux de l'Europe. Le règlement des problèmes européens par la force est, pour les Etats-Unis, un moyen important pour consolider leur rôle politique en Europe. Cette dernière est obligée, en la circonstance, de s'appuyer sur un leadership américain absolu, ce qui devient un frein sérieux à une communication indépendante entre l'Europe et la Russie. Avant les événements yougoslaves on pouvait croire que la Russie et l'Europe n'avaient pas de gros conflits en matière de sécurité européenne ; ensuite en revanche, les intérêts européens formulés dans le contexte OTAN divergent essentiellement de ceux de la Russie.

D'autre part, cette crise-là a fortement compromis la poursuite du processus d'intégration. Des craintes sont apparues quant au projet l'« identité européenne en matière de la Défense », qui ne pourra désormais plus s'affranchir de la politique américaine globale. Cette faiblesse européenne stimule la création dans l'UE de mécanismes actifs propres, y compris la gestion autonome de crises. Compte tenu de ce fait, la Russie a soutenu complètement ces initiatives. Le but principal pour Moscou est actuellement de consolider les résultats atteints lors le sommet de la Russie – l'UE 30 octobre 2000 à Paris et de continuer à élargir le champ d'action commun.

Le quatrième facteur est le changement des relations entre la Russie et l'OTAN après la crise au Kosovo et en vue du maintien de l'expansion vers l'Est. Cela exerce une influence

sur le rapport Russie - l'UE. En saluant la coopération avec la Russie, les Européens ne sont pas encore prêts à désavouer le principe, important pour eux, de l'Atlantisme. Ces circonstances amènent la question suivante : de quelle façon, dans un environnement complexes et ambiguës, obtient-on la diminution souhaitée pour Moscou des désaccords existant objectivement dans le domaine sécurité ? Cette diminution est en outre nécessaire pour sa coopération avec l'UE.

Pourtant il y a des points positifs pour la Russie. Elle dissociait toujours ces organisations européennes, même sous le jour de la crise kosovar. A ce propos A. DOUGINE disait : « [...] actuellement le problème de l'Occident au sens large se décompose pour la Russie en deux composantes – l'Occident comme l'Amérique et l'Occident comme l'Europe [...] dont le sens géopolitique depuis les dernières décennies a complètement changé. Etant traditionnellement la métropole pour d'autres parties de la planète, l'Europe s'est trouvée pour la première fois dans la situation de colonie stratégique, culturelle, économique, politique etc. Le colonialisme américain ne revêt plus les formes plus évidentes et plus dures du passé, mais son sens reste le même. L'Europe pour l'instant n'a ni géopolitique propre, ni volonté géographique ; ses fonctions sont limitées parce qu'elle sert la base de la première ligne des Etats-Unis en Eurasie et l'endroit du conflit avec elle le plus possible. »²³

En réponse, les leaders de l'OTAN allèguent souvent la thèse que l'OTAN et l'UE sont des entités quasiment semblables, puisqu'elles se composent quasiment des mêmes membres. Ce n'est pourtant pas exact. Obtenir une complémentarité mutuelle et une compatibilité entre l'OTAN et l'UE est beaucoup plus difficile au regard des grosses différences entre le caractère et la culture des deux unions, mais également du fait de l'appartenance, qui ne coïncide pas. Même l'OTAN et l'UEO ont eu grand-peine à s'entendre sur l'échange d'information, bien que les dix membres de l'UEO fassent partie de l'OTAN. Quatre états membre de l'UE (l'Irlande, l'Autriche, la Suède, la Finlande) ne font pas partie de l'OTAN, de plus, ils ont un statut neutre. Mais en tant que participants de la PESC, cadre de questions de Défense, lors d'une opération éventuelle sous égide de l'UE, avec le soutien de l'OTAN, les neutres recevraient accès au potentiel d'une union militaire, où ils n'ont ni d'engagements alliés ni de responsabilités.

L'élargissement de l'UE vers l'Est aggrave le problème d'appartenance qui ne coïncide pas. D'autre part, un processus identique de l'OTAN crée des lignes de tensions

²³ DOUGINE A. G., Fondements de la géopolitique, Moscou ; Arctogaia, 1997.

supplémentaires dans les relations entre l'OTAN et l'UE, mais aussi au sein de l'OTAN. Il paraîtrait que l'adoption de nouveaux membres de l'Alliance ne doit pas faire naître de problèmes particuliers pour l'UE. Cependant l'élargissement de l'OTAN avant l'UE peut provoquer une série d'effets indésirables pour les deux unions. Le niveau relativement plus bas d'adoption par l'Alliance qui a des normes beaucoup moins strictes qu'en UE, occasionne objectivement un plus grand décalage entre les deux extensions. L'incapacité de l'UE à admettre les nouveaux OTANIens dans un délai relativement court, peut devenir un facteur déstabilisant supplémentaire des relations américano-européennes.

Néanmoins, une probabilité existe, que les nouveaux affaibliront les positions européennes, bien qu'ils élargissent le segment européen de l'OTAN. Cela peut survenir même si les Européens obtiennent plus de commandements dans l'OTAN. Premièrement, après avoir adhéré à l'OTAN les PECO seront moins impatients d'accélérer la PESC, dont ils ne pourront être les participants avec plein droit qu'après adhésion à l'UE. Deuxièmement, ils auront orienté sa politique dans le sens des Etats-Unis, parce que cela serait le meilleur moyen de leur adaptation en OTAN et, sur un plan plus large, assurerait la résolution de problèmes intérieurs, en attirant les ressources américaines. A cet égard, l'expérience de la Pologne, qui cherche à renforcer l'accent « américain » de sa politique extérieure et de Défense est révélatrice. Mais la Pologne a des chances plus élevées d'adhérer à l'UE, par rapport aux pays de la deuxième vague d'extension de l'OTAN. La réaction de l'UE peut être de tenter de consolider l'identité européenne de Défense dans le cadre institutionnel et non par le noyau européen de l'OTAN. Cette réalité contredirait le concept de « deux piliers » de l'OTAN.

La Russie a déjà laissé comprendre que son rejet à l'égard de l'expansion de l'OTAN et du renforcement de ses activités n'a rien à voir avec une vision de l'élargissement de l'UE et sa « militarisation ». Cette thèse est confirmée officiellement – dans la Déclaration commune du Sommet la Russie /UE du 29 mai 2000 : le Président POUTINE a exprimé son « intérêt positif » quant à la PESC, et a mentionné à cette occasion les possibilités d'action commune. Les militaires ont une position analogue. En prononçant un discours à l'IFRI, le général Leonid IVASCHOV chef de la direction de coopération militaire internationale du Ministère de la Défense a exclu sans ambiguïté la formation du potentiel anticrise de l'UE de la liste des menaces éventuelles.

En gros, la Russie et l'UE pourraient coopérer au moins dans quatre domaines concernant la PESC. En premier lieu, il est important d'ouvrir un dialogue pour, rendre cohérents les positions sur les problèmes conceptuels de sécurité européenne qui ont une importance de principe, et aussi sur la PESC proprement dite. Puis, il faut mettre en œuvre un

potentiel de coopération dans différentes sphères pratiques, y compris une coopération militaro-technique et militaro-économique. Cela permettrait à l'UE de liquider les points faibles de son potentiel militaire. Ensuite, la planification prédécisionnelle des opérations et des scénarios auxquels la Russie pourrait prendre part, exige sa participation dans ce processus. Enfin, la dilatation de l'aspect non militaire de la gestion des crises élargit l'horizon de la coopération avec la Russie.

Tout cela témoigne en faveur d'une stratégie de l'UE visant à créer une capacité dans le domaine de la Défense, lui permettant de prétendre à un rôle politique autonome dans le système des relations internationales. Cette stratégie converge avec celle de la Russie. Le soutien de cette politique permettrait à la Russie devenir non seulement un objet important, mais aussi un sujet influent.

La Russie et les PECO

L'élargissement de l'OTAN augmente la portée de la région pour la Russie du point de vue de la sécurité nationale. C'est pourquoi elle ne peut pas l'ignorer.

Néanmoins, les délais, le rythme, les échelles et les formes de ce processus ne dépendent pas des PECO, bien qu'il y ait une certaine initiative de leur part. Les prétendants sont privés de l'initiative des négociations, on le leur a fait savoir sans équivoque. Ce fait affermit beaucoup la « discipline Atlantiste ». Par conséquent, il faut chercher à minimiser le tort porté aux intérêts de la Russie en premier lieu, là où ses décisions sont prises – parmi les membres de l'OTAN et l'UE. Bien sûr, cela ne remplace pas la nécessité de développer les liens bilatéraux avec les pays de la région, mais ils seront objectivement dépendants du caractère des relations de l'OTAN et de l'UE avec la Russie, malgré qu'il soit dans ses intérêts de les séparer autant que possible.

Sous condition, les pays candidats pour adhérer à l'Alliance peuvent être divisés en deux groupes principaux d'après le degré du tort porté aux intérêts de la Russie. Le premier groupe se compose de la Slovénie, la Slovaquie, la Roumanie, la Bulgarie, probablement, de la Macédoine, l'Albanie, la Croatie. Tous les points négatifs et leurs conséquences ont été déjà décrits plus haut.

Mais le deuxième groupe, où se trouvent les ex-républiques de l'URSS, en présente intérêt particulier (la Lituanie, la Lettonie, l'Estonie, la Moldavie et l'Ukraine), car leur adhésion éventuelle menace de contrecoups géopolitiques graves. Il est évident que le dossier le plus important est lié aux pays Baltes – les pays candidats de la deuxième vague, pays avec lesquels la Russie n'a pas de relations faciles. Ce dossier est marqué par quelques paradoxes.

La premier : La sécurité et la stabilité de la région dépendent de l'état des relations entre la Russie et l'Occident, mais ce sont les pays Baltes qui peuvent y provoquer la crise la plus aiguë. Bien que la menace de la Russie, officiellement, ne soit pas formellement la cause de l'élargissement de l'OTAN vers l'Est, cependant, le « facteur russe » et sa supériorité militaire dans la région existe dans tous les scénarios dramatiques de la sécurité régionale et dans les arguments de leur appartenance à l'OTAN.

En ce qui concerne la sécurité de la Russie : la position géostratégique des pays Baltes, qui dans le cas d'une adhésion à l'OTAN, seraient liés avec elle par un couloir étroit (entre la région de Kaliningrad et la Biélorussie) aurait posé dès le début la question de la crédibilité des garanties OTANIennes de sécurité à ces pays si les troupes de l'Alliance n'avaient été constamment déployées sur leur territoire. L'Acte fondateur ne donne pas aux dirigeants de la Russie de garanties crédibles contre un tel déroulement des événements, ce qui renforce seulement les soupçons de Moscou. Une crise grave peut éclater à propos des communications terrestres avec l'enclave de Kaliningrad. En prenant la décision d'un élargissement, les chefs de l'OTAN doivent imaginer nettement toutes les conséquences possibles de ce pas, et les risques pour la sécurité régionale et européenne.

Le deuxième : La coopération régionale russo-balte en matière de sécurité est une des conditions nécessaires de la stabilité dans la région. Néanmoins, son développement fructueux ôterait aux pays Baltes des arguments pour adhérer à l'Alliance. C'est justement à cause de cela qu'ils refusent d'examiner toutes initiatives et mesures sur la consolidation de la sécurité dans la région, proposées par Moscou.

Le troisième : D'une part, l'existence d'une population russophone considérable en Lettonie et en Estonie est considérée par eux comme favorable à la restauration insidieuse de l'influence de Russie en Baltique et, ensuite, comme une des menaces à la sécurité nationale. D'autre part, si le problème de la minorité russophone avait été résolu selon l'exemple lituanien dit de « variante de zéro » (donnant la citoyenneté à toutes les personnes qui le désirent parmi celles qui habitaient constamment dans ces pays), cela les aurait privés d'un levier de pression sur l'OTAN et l'Occident en gros, ayant éliminé un des plus grands problèmes des relations avec la Russie.

Au lieu d'un élargissement, la Russie et l'OTAN pourraient donner ensemble aux pays Baltes des garanties de sécurité commune. Ce serait un partenariat entre la Russie et l'OTAN, réel et non symbolique. Les pays Baltes, de leur part, pourraient faire preuve de sagesse et de prévoyance, ayant pris ces garanties, et ayant prouvé que l'avenir de la sécurité en Europe dépend réellement des petits pays.

Il est important d'examiner encore quelques variantes beaucoup moins probable mais qu'on ne doit pas négliger.

La Moldavie : avec l'arrivée au pouvoir des Communistes en février 2001 l'orientation vers l'OTAN a diminué. De plus, cela donne de bonnes perspectives au règlement pacifique du problème de la Transnistrie, qui s'oriente vers la Russie. Pourtant, si on suppose un changement radical de direction et une réorientation sur l'Alliance atlantique, cela empirera considérablement les relations Russie - l'OTAN et rendra le problème quasi impossible à régler. La reconstruction du foyer de tension aboutira à la collision des intérêts de l'OTAN et de la Russie dans le cadre d'un Etat. Dans le cas de l'adhésion de la Moldavie à l'Alliance, elle s'engage automatiquement dans un conflit où la partie opposée (la Transnistrie) cherchera le soutien de la Russie.

L'Ukraine : l'adhésion éventuelle menace d'une aggravation sans précédent de la situation et, probablement, du conflit. Il existe un certain nombre des causes à cela : la proximité directe de la Russie, la non-matérialisation des frontières, le pourcentage énorme de la population russophone, la présence de la base navale principale de la Flotte de la Mer Noire sur son territoire.

Que faire ?

La Russie devrait confirmer son intérêt majeur à appartenir au système de sécurité européen, son intention de créer en Europe un tel système, qui pourrait répondre aux défis réels à la stabilité provenant avant tout de l'Europe de Sud-Est, de certaines régions de l'ex-URSS, mais pas de l'Europe centrale et orientale, qui distingue par son niveau de stabilité élevé.

Un des piliers du système européen de sécurité commune est l'OSCE. Son développement, avec la perspective de sa transformation en organisation régionale de l'ONU, et avec la création éventuelle du directorat de cette organisation sur la base des pays membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU (la Russie, la France, la Grande Bretagne) y compris l'Allemagne et aussi des représentants des organisations européennes principales (l'UE, l'OTAN, la CEI), permettrait d'exprimer les intérêts et résoudre les problèmes de tous les pays du continent au mieux. Il faut surmonter les disparités géographiques et fonctionnelles de l'OSCE, qui ont commencé à se manifester ces dernières années : l'activité opérationnelle est pratiquement réduite à l'espace postsoviétique et aux Balkans, bien qu'on puisse utiliser les capacités de cette organisation pour régler les problèmes chypriote et

kurde ; le travail s'effectue principalement dans un cadre humanitaire, ce qui nuit la dimension politico-militaire et économique-écologique.

Il convient de proposer d'autres variantes de ce système – par exemple, en se fondant sur la transformation de l'OTAN en structure strictement politique ou sur un accord spécial avec une condition sine qua non – l'adhésion primordiale de la Russie.

Les objectifs majeurs de la politique de Russie pourraient être :

- continuer l'élargissement de la coopération politico-militaire avec les pays de l'Europe et leurs unions, tout en mettant le développement des relations avec l'Alliance en dépendance claire de son renoncement à s'élargir, au moins dans un avenir proche ;
- prévenir l'élargissement en trouvant parallèlement des compromis qui pourraient au maximum satisfaire les intérêts des PECO, et les pays de l'Occident, qui plaident pour l'élargissement.

Cette stratégie ne doit pas être dirigée contre l'Occident ou, de plus, contre les PECO. La coopération avec ceux qui, à l'Occident, ne veulent pas de nouvelles ruptures, la création de nouvelles sources des conflits, qui craignent l'affaiblissement, mais pas le renforcement de l'OTAN, à la suite de l'élargissement, doit y jouer le rôle important.

Il est réellement nécessaire d'augmenter la coopération politique et politico-militaire avec l'UE. Il faut développer la collaboration jusqu'à élaborer des accords bilatéraux politico-militaires avec les pays comme la France, la Grande Bretagne, l'Allemagne, l'Italie. De tels accords pourraient devenir les « briques » du futur système de sécurité européen commun.

Il convient de continuer le dialogue politico-militaire avec les PECO pour diminuer leurs craintes, liquider en commun le « vide » de sécurité qui s'est formé dans la région, préparer le terrain afin de créer de véritables relations de bon voisinage.

Il faut mettre à pied la coopération étroite avec les membres clefs de la CEI – l'Ukraine, la Biélorussie, le Kazakhstan – pour faire naître une attitude commune par rapport à l'élargissement de l'Alliance, et en idéal – pour élaborer ensemble la politique commune à l'égard de l'OTAN, y compris la résistance à son élargissement.

L'alternative à ce processus qui prendrait en compte l'inquiétude des PECO, leur aspiration d'« entrer en Europe » pourrait être les pas suivants :

- l'octroi des garanties de sécurité bilatéraux par la Russie et l'OTAN ;
- l'octroi des garanties unilatéraux par l'OTAN ;
- l'octroi des garanties unilatéraux par les Etats-Unis, l'Allemagne, d'autres Etats, en forme, probablement, des accords ;
- l'élargissement devancé de l'UE ;

- à la rigueur, l'élargissement sur PECO de l'organisation politique de l'OTAN mais pas de militaire.

Conclusion

Si on dresse le bilan et on tente de mettre les faits sur le « grand échiquier » on peut faire les conclusions suivantes.

Le mécontentement de la politique du « bulldozer » des Etats-Unis augmente au sein de l'Europe. Elle se rend de plus en plus compte de la différence des intérêts et des appréciations des événements par les « alliés ». L'Europe n'est pas toujours sûre que les amis américains comprennent et tiennent compte de ses besoins. C'est à cela que l'initiative de PESC et de l'« Europe de Défense » est due. Le rapprochement entre la Russie et l'Europe s'est profilé sur ce fond, à savoir la conclusion du partenariat stratégique. Cette union est avantageuse pour les deux parties et est absolument motivée sur le plan géopolitique. Elle aidera à résoudre toute une gamme des problèmes auxquels la Russie et l'Europe font face. La Russie aurait accès aux hautes technologies et aux investissements européens qui lui permettraient, dans le cadre d'un partenariat équilibré, de développer son industrie et de mettre en valeur son territoire. Ce partenariat ne traduirait pas par une dépendance dégradante de la Russie à l'égard de l'Europe, dans la mesure où Moscou apporterait en échange la couverture stratégique, garantirait l'indépendance de l'Europe face à la domination des Etats-Unis et l'approvisionnement en énergie et en matières premières indépendamment du Tiers monde, contrôlé totalement par l'Atlantisme. L'Europe est aujourd'hui un géant économique et un nain politique. La Russie est le contraire : elle est un géant politique et un estropié économique. Cet axe Russie – Europe guérira tous les deux partenaires et posera les fondements de la future prospérité de l'union euro-asiatique.

Mais ce ne sera possible que si l'Europe est unie. En vertu de cela, Moscou doit contribuer au maximum à la réunification européenne et développer les rapports avec l'UE, surtout tout en soutenant les Etats centraux. L'Alliance de l'Allemagne et de la France est cette colonne vertébrale autour de laquelle il serait plus logique de bâtir le corps de la nouvelle Europe. A l'inverse, l'axe atlantique mettra tout en œuvre pour morceler le bloc euro-asiatique.

Naturellement, une pareille unité inquiète les Etats-Unis qui ont pronostiqué de longue date le succès de l'intégration au sein de l'EU ainsi que le rapprochement entre l'UE et la Russie. Fidèle à leur principe ancien d'établissement d'une barrière entre l'Europe et la Russie, les Etats-Unis usent du seul procédé possible : entraîner les PECO dans l'OTAN et

investir alors de façon formelle et légitime dans la politique de ces pays afin de la corriger dans l'éventualité de dérives indésirables pour l'Amérique. Le fondement de cette politique réside dans la volonté d'écarter la Russie et de contenir l'Allemagne, toutes deux considérées comme des pays aux ambitions impériales.

Si elle se réalisait, l'union Europe – Russie serait sans aucun doute un des pôles les plus puissants de la planète, capable de rappeler à l'ordre toute « superpuissance » et contribuant au développement harmonieux de toutes les sociétés et civilisations dans le monde, y compris les plus petites. Elle liquiderait l'asymétrique dictature libéralo-démocratique des Etats-Unis.

La bibliographie

CHAUPRADE A., Introduction à l'analyse géopolitique, Paris ; Ellipses, 1999.

DOUGINE A. G., Fondements de la géopolitique, Moscou ; Arctogaia, 1997.

GADGIEV K. C., Introduction dans la géopolitique, Moscou ; Logos, 2000.

GOUMILIOV L. N., Ethnogenèse et la biosphère de la Terre. La fondation « Le monde de L. N. Goumiliou », Moscou ; L'édition « Institut DIDIK », 1997.

NARTOV N. A., Géopolitique, Moscou ; Unity, 1999.

SAVITSKI P. N., Continent l'Eurasie, Moscou ; Agraf, 1997.

ZUGANOV G. A. La géographie de la victoire. Les fondements de la géopolitique de Russie. Moscou, 1998.

La Russie et l'OTAN, Les thèses du Conseil sur la politique étrangère et de défense, <http://www.svop.ru>

L'Europe centrale et orientale et les intérêts de la Russie, Les thèses de rapport du Conseil sur la politique étrangère et de défense, <http://www.svop.ru>

Le concept stratégique de l'Alliance, <http://www.nato.int/docu/pr/1999/p99-065f.htm>

Les éléments. La revue eurasienne, Moscou ; 1997-2001.

Nezavisimaja gazeta, le quotidien, Moscou ; 2000-2001.

Nezavisimoje voennoje obozrenije, la revue, Moscou ; 2000-2001.

STRANA.ru, le journal virtuel, Moscou ; <http://www.strana.ru>

Les travaux du Département de la sécurité européenne de l'Institut de l'Europe.